

AAFI
AFICS



BULLETIN

ASSOCIATION DES ANCIENS FONCTIONNAIRES INTERNATIONAUX - Genève
ASSOCIATION OF FORMER INTERNATIONAL CIVIL SERVANTS - Geneva

Vol. 66, No. 3
Juin – June 2007



Genève: la Place des Nations et la Chaise brisée
(vues du Palais des Nations)

Geneva: the Place des Nations and the Broken Chair
(seen from the Palais des Nations)

Bureau C.544-1, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10

Tél: Secrétariat +41 (22) 917 33 30, Président +41 (22) 917 26 26 -- Fax: +41 (22) 917 00 75
Banque UBS SA Genève: 240 128.594 LUT -- Compte de chèques postaux Genève: 12-7881-5
E-mail: aafi-afics@unog.ch
Site internet (français): www.unog.ch/afics/aafi.htm, Web (English): www.unog.ch/afics/afics.htm

VOL. 66, NO. 3

Juin – June 2007

Table des matières	Page	Table of Contents	Page
AAFI-AFICS DÉJEUNER D'AUTOMNE.....	2	AAFI-AFICS AUTUMN LUNCH	2
ÉDITORIAL.....	3	EDITORIAL	27
NOUVELLES DE L'AAFI-AFICS	4	NEWS FROM AAFI-AFICS.....	28
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'AAFI- AFICS	5	AAFI-AFICS GENERAL ASSEMBLY	29
ALLONS AU PALAIS : À PIED, À CHEVAL OU EN VOITURE ?	8	LET'S GO TO THE PALAIS : BY FOOT, ON HORSEBACK OR BY CAR ?	33
LA VIE DES AUTRES ASSOCIATIONS	10	NEWS FROM OTHER ASSOCIATIONS.....	34
LA VIE DES ORGANISATIONS	11	NEWS FROM THE ORGANIZATIONS	35
PENSIONS	13	PENSIONS	37
JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES	15	INTERNATIONAL WOMEN'S DAY	39
SANTÉ.....	18	HEALTH.....	42
LES FEMMES VIEILLISSENT SEULES, LES HOMMES VIEILLISSENT À DEUX : UN BILAN EUROPÉEN.....	19	WOMEN GROW OLD ALONE, MEN WITH PARTNERS : A EUROPEAN OVERVIEW	43
AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES EN FRANCE.....	22	ASSISTANCE TO THE ELDERLY IN FRANCE	46
PETITS RIENS ET GRANDS MOMENTS	23	OF CABBAGES AND KINGS	47
HUMOUR.....	25	HUMOUR.....	48
LIVRES REÇUS	26	BOOK REVIEWS	49
NOUVEAUX MEMBRES	54	LETTERS TO THE EDITOR.....	51
CHANGEMENTS D'ADRESSE	56	NEW MEMBERS	54
ILS NOUS ONT QUITTÉS.....	57	CHANGES OF ADDRESS.....	56
LES COMPTES DE 2006.....	58	THEY HAVE PASSED AWAY	57
		ACCOUNTS FOR 2006	59

**AAFI-AFICS
DÉJEUNER D'AUTOMNE**

**AAFI-AFICS
AUTUMN LUNCH**

MARDI 30 OCTOBRE 2007
Apéritifs à partir de 12 h

TUESDAY 30 OCTOBER 2007
Aperitifs from 12:00

Restaurant du BIT - Niveau R.2

ILO Restaurant - Level R.2



MENU

TERRINE DE CHÈVRE
aux condiments

FILET DE LOTTE AUX OLIVES
Garniture du jour

TERRINE DE CHOCOLAT AMER
au zeste d'orange

Kir et jus de fruit en apéritif, vins (chasselas, gamay), eaux minérales, café



Price / Prix : CHF 45.00 (tout compris / all inclusive)

Inscription par écrit (fax ou courriel) jusqu'au 24 octobre 2007
Registration in writing (fax or e-mail) by 24 October 2007

AAFI-AFICS, Bureau C.544-1, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10
e-mail : aafi-afics@unog.ch - Fax. 022 917 0075

ÉDITORIAL

La Fête et la Mémoire

Depuis le 29 mars dernier, jour de l'inauguration de sa rénovation, la Place des Nations à Genève fait quotidiennement la fête. Face à l'allée chatoyante des drapeaux du Palais on peut aujourd'hui admirer le concert permanent des jets d'eau jaillissant directement du sol de l'immense esplanade. Ils ont été conçus selon le principe des *fontaines sèches*, c'est-à-dire sans bassin, individuel ou collectif. Il est possible d'en animer, à distance par ordinateur, jusqu'à quatre-vingt-quatre et ils peuvent composer, selon le temps et les circonstances du jour, des effets aquatiques allant des plus simples aux plus sophistiqués.

L'esplanade elle-même est composée d'une alternance de dalles de granit de couleurs différentes, organisées suivant la polychromie de l'arc-en-ciel et symbolisant la diversité des nations.

Les travaux auront duré près de trois ans - au grand dam des piétons et surtout des automobilistes - mais le résultat est spectaculaire. Genève a bien fait les choses : l'ensemble de la place rénovée est un plaisir des yeux. Le « quartier des Nations » n'aura pas été oublié dans l'effort architectural urbain que la République et Canton et la Ville de Genève ont entrepris ces dernières années.

Voilà pour la fête. Mais il était bon que devant les grilles du Palais des Nations - où la paix continue à être l'objectif ultime des Nations Unies - la garde continua à être montée pour que les hommes n'oublient pas la férocité des hommes. Garde silencieuse, la Chaise est donc revenue ; la « Broken Chair » au pied arraché, qui symbolise la violence des guerres et dont on a pu dire qu'elle exprimait une douleur comparable à celle du tableau *Guernica* de Picasso. Offerte par l'association *Handicap International* en 1997, à l'occasion de la signature, à Ottawa, du Traité d'interdiction des mines antipersonnel, elle était installée pour ... trois mois sur la Place des Nations. Mais personne n'a osé, jusqu'à ce jour, écarter ce reproche muet, cette condamnation du « meurtre légal » ; légal puisqu'encore toléré, sinon encouragé par certains Etats.

Les mines antipersonnel, on le sait, sont l'une des armes dont les effets ont été les plus meurtriers pour les populations civiles. Dispersées dans 83 pays les mines antipersonnel continuent, longtemps après les combats « officiels », à tuer ou à mutiler de 15.000 à 20.000 personnes par an, la plupart du temps parmi les populations rurales, hommes, femmes et enfants réunis, sans discrimination dans l'horreur.

La «Broken Chair» est là pour appeler les Etats civilisés à ne plus produire de mines antipersonnel, à détruire celles qu'ils possèdent encore et à s'efforcer de les éradiquer des pays où elles continuent, jour après jour, à exercer leurs ravages. En un mot à appliquer le Traité d'Ottawa de 1997 ratifié à ce jour par 154 Etats, parmi lesquels manquent encore certains qui devraient donner l'exemple ¹.

Le 3 décembre 2007 marquera le dixième anniversaire de la signature du Traité d'Ottawa. Il sera, espérons-le, convenablement célébré par les Nations Unies, si friandes de commémorations de pactes et autres accords internationaux. Tiens, il nous vient une idée ! Pourquoi, ce jour-là, ne pas fermer le portail de Pregny du Palais des Nations, par lequel passent chaque jour les délégués, pour ouvrir tout grand celui de la Place des Nations sur lequel veille désormais la « Broken Chair » ? Et en ouvrant également tous les jets d'eau, bien entendu ...

Jean-Jacques Chevron

¹ Etats qui n'ont pas encore signé le Traité d'Ottawa : Arabie saoudite, Arménie, Azerbaïdjan, Bahrein, Bhoutan, Chine, Corée du Nord, Corée du Sud, Cuba, Egypte, Emirats arabes unis, Etats-Unis, Finlande, Géorgie, Inde, Iran, Iraq, Israël, Kazakhstan, Kirghizistan, Koweït, Laos, Lettonie, Liban, Libye, Maroc, Micronésie, Mongolie, Myanmar, Népal, Oman, Ouzbékistan, Pakistan, Palau, Russie, Singapour, Somalie, Sri Lanka, Syrie, Tonga, Tuvalu, Vietnam.

NOUVELLES DE L'AAFI-AFICS

DATES À RETENIR

Mardi 19 juin 2007, 12 h 30	Déjeuner d'été au Restaurant du BIT (Apéritifs à partir de 12 h)
11 –16 septembre 2007	Voyage d'automne en Irlande
Mardi 30 octobre 2007, 12 h 30	Déjeuner d'automne au Restaurant du BIT (Apéritifs à partir de 12 h)
Tous les mercredis* 09h30 à 12h30	Permanence au Bureau C.544-1 au Palais des Nations Tél. 0041 22 917 3330

N.B. IL N'Y AURA PAS DE PERMANENCES PENDANT LE MOIS D'AOÛT 2007

1 ^{er} & 3 ^{ème} mercredi de chaque mois	L' <i>Amicale du Soleil</i> se réunit au Café du Soleil, Place du Petit-Saconnex, Genève, pour partager le repas de midi. Tél. Ed. Sackstein : 0033 450 407 160
---	--

Le 1^{er} mai 2007, l'AAFI-AFICS a accueilli son 3.500ème membre !



BUREAU DU COMITÉ DE L'AAFI-AFICS

Le 8 mars 2007, le Comité de l'AAFI-AFICS a été appelé, à la suite du renouvellement biennal de la moitié de ses membres, (voir Bulletin de l'AAFI-AFICS, Vol. 66, n°1 – Rapport du Comité à l'Assemblée générale du 6 mars 2007, paragr. 2-4) à élire son bureau pour la période mars 2007- mars 2009. A l'unanimité ont été réélus : **Président** : Jean-Jacques Chevron - **Vice-présidents** : Jacques Bacaly (Santé); Elisabeth Belchamber (Gestion); Jean Hanus (Pensions) – **Trésorier** : Venkataraman Narasimhan - **Secrétaire** : (poste provisoirement non pourvu).

Toutefois, Jacques Bacaly ayant manifesté le souhait de voir limiter ce troisième mandat à quelques mois seulement, le Comité, sur proposition de son président, l'a remercié chaleureusement pour sa contribution aux travaux du Comité et, à l'unanimité, a élu **Roger Eggleston** pour le remplacer aux fonctions de **Vice-président du Comité et de président de la Commission Santé**. Roger Eggleston est entré au Comité en 2005. Au sein de la Commission Santé il est le coordonnateur des questions concernant les soins de longue durée.



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'AAFI-AFICS

Compte-rendu de la 67^{ème} session (mardi 6 mars 2007 - 9 h 45 - Siège du BIT)

1. Ouverture de la session

M. Jean-Jacques Chevron, Président de l'AAFI-AFICS, souhaite la bienvenue aux participants - membres de l'Association et aux représentants des différentes Organisations. Il note avec plaisir la présence des Secrétaires de deux Caisses-maladie importantes, MM. Patrick Goergen (UNOG) et Clifford Kunstler (BIT/UIT) ainsi que de Mme Renata De Leers, Chef du Bureau de Genève de la Caisse des Pensions des Nations Unies.

2. Election du Président

2.1 M. Aamir Ali propose M. Manuel Carrillo pour présider l'Assemblée générale, rappelant entre autres sa très brillante carrière comme fonctionnaire du BIT, ayant débuté à Montréal dans le milieu des années quarante.

2.2 M. Manuel Carrillo est élu Président par acclamation.

2.3 M. Manuel Carrillo remercie l'Assemblée pour son élection. Il est heureux de présider cette séance. Pour lui, le rôle de l'AAFI-AFICS est plus crucial que jamais, et il espère que les participants de cette assemblée générale vont se mobiliser pour que l'association continue sa croissance.

3. Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour provisoire est adopté.

4. Proclamation des résultats de l'élection partielle du Comité

4.1 Afin de préparer l'élection biennale de renouvellement partiel du Comité, un appel de candidatures a été lancé par l'entremise du *Bulletin* (Vol.65 No.4, Septembre 2006) de l'AAFI-AFICS. Parmi les neuf membres dont le mandat de quatre ans se termine en avril 2007, six ont présenté leur candidature pour un nouveau mandat : Jacques BACALY, Jean-Jacques CHEVRON, Odette FOU DRAL, Jean HANUS, Klaus NETTER et Dev RAY. Katia CHESTOPALOV, cooptée en 2006 en remplacement d'un membre démissionnaire, était candidate pour la première fois (en conformité avec l'article 19 des Statuts). Deux membres ne briguaient pas de nouveau mandat : Stanislas FLACHE et Robin PERRY. Deux nouvelles candidatures ont été reçues par le Secrétariat avant la clôture des candidatures le 15 Novembre 2006 : Samuel MBELE-MBONG, retraité de l'OMM, et Gerald WALZER, retraité du HCR.

4.2 Le nombre de candidatures reçues au 15 novembre - neuf au total - se trouvait donc égal au nombre de sièges vacants. Le Comité de l'AAFI-AFICS, conformément à la pratique observée dans le passé en pareilles circonstances et en accord avec l'article 17.5 des Statuts, a donc décidé qu'il était inutile de poursuivre la

procédure d'élection puisque les candidats étaient élus *de facto*.

Le Comité présente donc pour validation par l'Assemblée générale annuelle de l'AAFI-AFICS du 6 mars 2007 l'élection des neuf candidats suivants : Jacques BACALY, Katia CHESTOPALOV, Jean-Jacques CHEVRON, Odette FOU DRAL, Jean HANUS, Samuel MBELE-MBONG, Klaus NETTER, Dev RAY et Gerald WALZER. Les notices biographiques de MM. S. MBELE-MBONG et G. WALZER ont été publiées dans le *Bulletin* (Vol.65, No.5, décembre 2006) de l'AAFI-AFICS.

4.4 L'Assemblée générale valide les résultats des élections, félicite les élus et remercie les membres quittant le Comité pour leur apport.

5. Rapport du Comité

5.1 Le Président de séance invite le Président du Comité, M. Chevron, à présenter le rapport ; il propose de l'examiner ensuite section par section.

5.2 M. Chevron rappelle que le rapport du Comité pour l'année 2006 se trouve dans le *Bulletin* (Vol.66, No.1, février 2007) de l'AAFI-AFICS. Il suggère que les membres du Comité, respectivement responsables des questions relatives aux pensions, à la santé et aux activités sociales, présentent brièvement ces sections du rapport et répondent aux questions des participants.

5.3 Concernant le paragraphe 1 du rapport du Comité, et particulièrement à l'accroissement très faible du nombre de membres en 2006 (3,443 au 31.12.2005 - 3,465 au 31.12.2006), M. Chevron explique les efforts entrepris par le Comité pour accroître le nombre d'adhérents à l'AAFI-AFICS. Ce qui importe essentiellement n'est pas tant d'augmenter les ressources financières de l'AAFI-AFICS - encore que ce résultat sera le bienvenu - que de renforcer le mouvement associatif des retraités du système des Nations Unies regroupés dans les associations membres de la FAAFI et, par conséquent, le poids de leur représentation dans toutes les instances du système où sont défendus leurs intérêts, notamment dans le domaine des pensions et de la protection de la santé. Il appartient aux membres de l'AAFI-AFICS d'expliquer ce rôle à leurs collègues et amis non encore affiliés. Le Comité étudie actuellement plusieurs approches innovantes afin d'augmenter le nombre d'adhérents et mieux faire connaître l'AAFI-AFICS ; dans ce contexte il est crucial que nos membres aident leur Association et utilisent le bouche à oreille pour faire circuler l'information concernant le travail qu'elle effectue, y compris au sein de la Fédération des associations d'anciens fonctionnaires internationaux. Entre autres actions, le Comité de l'AAFI-AFICS va renforcer la présence aux séminaires de pré-retraite et s'efforcer de se faire mieux connaître par ceux qui approchent l'âge de la retraite. Une liste des publications de l'AAFI-AFICS a été préparée et se trouve disponible

dans la salle ; celles-ci peuvent être obtenues aussi bien sous forme classique qu'électronique.

5.4 Des intervenants approuvent les efforts du Comité ainsi que la nécessité de faire mieux connaître les activités de l'AAFI-AFICS :

- a) par l'intermédiaire des associations de retraités des différentes organisations lors des événements à caractère social organisés par celles-ci ;
- b) en préparant une brochure d'une page "que fait l'AAFI-AFICS" qui sera disponible lors de chaque événement à caractère social;
- c) en augmentant la diffusion du Bulletin de l'AAFI-AFICS.

5.5 Relations avec les Associations d'anciens fonctionnaires internationaux des autres Organisations de Genève.

5.6 Relations avec la Fédération des anciens fonctionnaires internationaux (FAFICS) et ses membres.

Pas de commentaires. L'Assemblée prend note des informations contenues dans le rapport annuel.

5.7 Pensions

5.7.1 Dès le début de la discussion sur ce point du rapport du Comité, Mme Nathalie Tschyrkov exprime son souci concernant l'évolution des discussions se rapportant aux pensions de réversion des Nations Unies pour les conjoints divorcés survivants (telles que précisées par l'Article 35 bis du Règlement de la Caisse Commune de Pensions). Il lui semble qu'il existe un accord général entre le Cercle féminin des Nations Unies, dont elle est la représentante, et la FAFICS, l'AAFI-AFICS et les autres représentants au Comité mixte. A l'heure actuelle, il ne reste que deux points de désaccord. Elle considère que leur examen pourrait être repoussé à 2008 mais qu'il convient de prendre action en ce qui concerne les points sur lesquels on est parvenu à un accord.

5.7.2 Au nom du Comité, M. Jean Hanus confirme que la position de l'AAFI-AFICS est très proche de celle défendue par le Cercle féminin des Nations Unies mais que subsiste une divergence de vues avec les retraités de New York qu'il conviendra de résoudre au sein du Groupe de travail de la FAFICS sur cette question, conduit par le Président de la Fédération.

5.7.3 Sur ce sujet, et par référence à d'autres questions encore, M. Hanus souligne les problèmes liés à la lenteur du processus de décision au Comité mixte. Par exemple en ce qui concerne l'article 35 bis adopté en 1998 : on a débouché très rapidement sur des difficultés d'application. A l'heure actuelle, malgré les propositions faites par l'AAFI-AFICS dès 2003, il est peu probable que les choses aboutissent avant 2008. La lenteur du processus de décision concernant les propositions faites par les retraités à propos de l'ajustement périodique des pensions en raison de l'augmentation du coût de la vie est un autre exemple. Ces propositions ayant pour but d'accélérer les ajustements ont été présentées au Comité mixte depuis plus d'un an mais ne seront discutées qu'en 2008 et mises en application au mieux en 2009. Afin de remédier aux retards dans la prise de décision, le Comité a pris la décision de se réunir une fois par an et non plus tous les deux ans. Ceci va permettre d'accélérer le processus. Répondant à une question sur la date du prochain ajustement correspondant au coût de la vie, M.

Chevron indique que celui-ci sera de 3.2% pour la France et nul pour la Suisse.

5.7.4 Abordant le sujet des pensions de façon plus générale, M. Hanus rappelle que la Caisse des Pensions existe depuis quelque soixante ans pendant lesquels elle a traversé avec succès de nombreuses crises économiques. En fait, elle a été conçue de façon à pouvoir y résister. Ceci n'a pas empêché que, lors de la session du Comité mixte en 2006 à Nairobi, des questions aient été posées sur la gestion des placements de la Caisse. Le président de l'AAFI-AFICS a écrit un nouvel article sur ce sujet, à paraître dans le prochain numéro du *Bulletin* de l'AAFI-AFICS. Les membres doivent malgré tout demeurer convaincus de la solidité générale de la Caisse.

5.7.5 Mme Renata De Leers (Chef du Bureau de Genève de la CCPNU) souligne la solidité de la Caisse des Pensions. Une étude récente conduite par Towers Perrin sur les systèmes de pension à prestations définies de 79 entreprises recensées par *Fortune 100* a montré que la Caisse des Pensions des Nations Unies affichait de meilleurs résultats aussi bien au niveau des placements (en moyenne 13.3% pour la Caisse par rapport à 12% pour les fonds de pension de *Fortune 100*) qu'au niveau du taux de couverture (140% pour la Caisse comparés à 102,4% pour l'échantillon de *Fortune 100*). En ce qui concerne le Bureau de Genève de la Caisse des pensions, Mme De Leers informe l'Assemblée qu'un Service à la clientèle a été mis sur pied dès le 1er janvier 2007 dans les bureaux D 112 et D 114 du Palais des Nations, ouvert les jours ouvrables de 8h30 à 17h30 (et par téléphone dès 7h30), afin de répondre aux attentes des participants et des retraités. Elle informe également l'Assemblée de la disponibilité d'une note expliquant en détail la procédure relative au choix entre "filiale dollar" et "filiale locale" que peuvent faire les conjoints survivants de retraités décédés.

5.7.6 En réponse à une question de M. Juan Amunategui, le président de l'AAFI-AFICS fait un exposé à propos des inquiétudes occasionnées aux retraités par la proposition de M. Christopher Burnham, alors Représentant du Secrétaire général pour les placements de la Caisse des pensions, lors de la dernière session Comité mixte (Nairobi, juillet 2006) d'« externaliser » la gestion d'une partie des actifs de la Caisse. Il souligne que le problème ne résidait pas tant dans l'« externalisation » proprement dite de la gestion des placements, que sur la méthode que M. Burnham avait décidé de mettre en oeuvre, sans études préalables et sans consultation du Comité mixte, ainsi que sur la façon dont il avait tenté de court-circuiter la procédure normale de sélection d'une compagnie privée appelée à gérer une partie des actifs de la Caisse.

5.7.7 Les retraités et les représentants des participants au Comité mixte - rappelle-t-il - ont insisté pour que des études adéquates soit entreprises avant toute décision. Le Comité Consultatif pour les Questions Administratives et Budgétaires (CCQAB) a pour sa part confirmé qu'une étude préalable était nécessaire. Malgré tout, en décembre 2006, L'Assemblée générale des Nations Unies a donné son accord pour la gestion externe des fonds, sous réserve que la procédure de sélection de la firme soit correctement suivie. Un appel d'offre a été lancé et, selon les informations disponibles, 13 firmes y ont répondu. Des détails supplémentaires seront fournis lors de la prochaine session du Comité mixte (New York,

9-13 juillet 2007). Le président de l'AAFI-AFICS souligne à nouveau qu'une gestion « externalisée » des actifs n'est pas, en elle-même, inadéquate : il faut se souvenir aussi qu'un assez grand nombre de spécialistes en gestion de titres ont quitté le Service de Gestion des Placements de la Caisse ces dernières années. Ce qui, par contre, est jugé essentiel est une parfaite transparence dans la procédure et, également, la tenue de consultations en la matière. Le Comité de l'AAFI-AFICS tiendra les membres de l'Association informés de l'évolution de cette question par l'entremise du *Bulletin*.

5.7.8 M. Arthur Askew remercie M. Chevron d'avoir présenté une analyse détaillée de la "crise" qui a éclaté lors de la session du Comité mixte en 2006. Ceci permet de dissiper les inquiétudes des membres à ce sujet.

5.7.9 En réponse à une question relative aux difficultés d'accès en voiture au Palais des Nations pour les retraités désireux de se rendre à la Caisse des pensions ou dans d'autres services logés au Palais, tels que la MEC, le GPAFI ou l'assistante sociale de l'AAFI, le Président de l'AAFI-AFICS souligne que ce problème préoccupe beaucoup le Comité. Il deviendra pire encore lorsque 400 des 2000 places de parc seront supprimées car trop près des bâtiments ce qui pose des problèmes de sécurité aux yeux des spécialistes de ces questions au siège des Nations Unies à New York. En revanche, il n'y a pas de difficultés d'accès pédestre. Le président annonce également que l'Administration des Nations Unies, sous réserve de notification préalable, a donné son accord pour permettre l'accès au Palais en voiture des personnes à mobilité réduite souhaitant se rendre à la Caisse des pensions ou dans d'autres services.

5.7.10 Mme De Leers confirme que l'accès des retraités au Palais est aussi une préoccupation pour la Caisse elle-même. Le Secrétariat envisage même de chercher d'autres locaux à l'extérieur du Palais des Nations pour, entre autres, juguler le problème d'accès.

5.8 **Fiscalité**

5.8.1 M. Klaus Netter présente la section du rapport du Comité sur la fiscalité, et confirme que des juristes genevois désignés par le Comité ont émis un avis défavorable quant à solliciter des autorités genevoises de revoir la taxation des pensions sur la base des pratiques au Danemark et en Allemagne, soit une taxation des pensions limitée à la part générée par les intérêts uniquement. Les juristes ont considéré que ce sujet était d'ordre politique.

5.8.2 Sur ce sujet, M. Alfons Noll estime que l'Administration de l'OMC devrait être invitée à soulever la question dans le contexte des dispositions de l'accord de siège « révisé » obtenues lors de l'établissement effectif de l'OMC à Genève; ces dispositions prévoyaient de traiter la question de la fiscalité des pensions à une date ultérieure. M. Netter a déjà soulevé la question avec nos collègues de l'OMC mais l'Administration de cette organisation ne semble pas désireuse d'aborder le sujet en ce moment.

5.8.3 M. Chevron remercie M. Noll de sa suggestion concernant l'OMC. Il ajoute qu'un groupe de travail du Syndicat du personnel et de la Section des anciens du BIT travaille sur la question de la fiscalité des pensions. Le Comité a déjà exprimé son désir de s'associer à ces

travaux et attend une réponse de la Section des anciens du BIT.

5.8.4 M. Tavelli exprime sa surprise car sa perception des choses était que le Comité de l'AAFI-AFICS avait décliné l'offre de travailler dans ce groupe de travail sur la fiscalité des pensions et qu'il a donc changé d'avis. Il espère donc que désormais un travail en commun sera possible.

5.8.5 Le document préparé par le Groupe de travail du Syndicat et de la Section des anciens du BIT et mis à la disposition de l'Assemblée générale, critiquant la méthode employée - avec succès - au Canada pour obtenir la suppression de la fiscalité sur la partie de la retraite découlant des cotisations du fonctionnaire ne soulève aucun commentaire de l'Assemblée.

5.8.6 M. John Fraser, ayant à l'esprit ses divers - mais peu plaisants - contacts avec l'Administration fiscale suggère que les retraités vivant à Genève seraient bien inspirés de laisser les choses dans leur état actuel.

5.8.7 M. Anders Tholle confirme que la taxation des pensions au Danemark s'effectue bien uniquement sur les intérêts considérés comme ayant été générés par le capital investi dans la Caisse des pensions par les fonctionnaires en activité (participants) et les organisations. Le taux d'imposition se situe donc à 3.8% des pensions. En Suède les pensions sont, aujourd'hui, aussi défiscalisées. Commentant les résultats obtenus au Danemark en matière de réduction de la fiscalité des pensions des Nations Unies, M. Tholle observe que cela n'a pas conduit pour autant la communauté des Danois vivant à l'étranger - dont il fait partie - à quitter le pays où ils avaient choisi de vivre et retourner en masse résider au Danemark.

5.9 **Santé**

5.9.1 M. Jacques Bacaly, présentant cette partie du rapport et, après lui, le Dr Alain Vessereau, indiquent que le groupe de travail sur les soins de longue durée de la Commission santé a pris des contacts avec la Fédération Genevoise des Etablissements Médico-Sociaux (FEGEMS). La FEGEMS a conclu des accords avec toutes les assurances locales privées et le groupe de travail sur les soins de longue durée souhaite vérifier s'il serait possible de passer de semblables accords avec les caisses des organisations internationales à Genève. Serait-il possible que ces caisses puissent adhérer à la convention de la FEGEMS ?

5.9.2 Il y a certainement des avantages administratifs à une telle collaboration :

- pour le traitement des charges;
 - pour la transparence vis-à-vis des assurés qui auraient connaissance des montants couverts;
 - afin de confirmer que les systèmes de couverture de maladie des organisations internationales sont bien comparables avec la LAMal (la législation suisse sur l'assurance maladie);
 - et enfin, mais ce n'est pas négligeable, afin d'avoir une meilleure intégration des retraités dans la société locales.
- La Commission santé va poursuivre ses travaux sur le sujet.

5.9.3 En ce qui concerne la question générale de la couverture des régimes de protection de la santé, M. Bacaly observe que les gouvernements des Etats

membres des organisations sont très réticents à augmenter les cotisations, ce qui rend très difficile pour les Caisses d'améliorer les prestations, surtout en matière de soins de longue durée.

5.9.4 *Corrigendum au paragraphe 32 du Rapport* : la Section des Anciens fonctionnaires du BIT souhaite préciser que ce n'est qu'à la suite de sa demande « *insistante et répétée* » que le BIT a mis en place un dispositif de vaccination des retraités contre la grippe saisonnière.

5.10 **Action sociale**

Présentant la section du Rapport consacrée à cette question, Mr Anders Tholle exprime à Mme Nana Leigh, assistante sociale de l'AAFI-AFICS, les remerciements du Comité. Il souligne que Mme Leigh continue à rendre une aide inestimable à tous les anciens fonctionnaires internationaux (et non pas seulement aux membres de l'AAFI-AFICS) qui, pour quelle que raison que ce soit ont à faire face à des difficultés personnelles et font appel à elle. Le travail qu'elle accomplit est de la plus grande qualité et le Comité lui est reconnaissant pour son dévouement et son appui.

5.11 **Appui aux membres et Secrétariat de l'AAFI-AFICS**

5.12 **Séminaires**

Pas de commentaires. L'Assemblée prend note des informations contenues dans le rapport annuel.

5.13 **Publications**

La liste des publications de l'AAFI-AFICS mentionnée lors de la réunion est jointe en annexe. Elles peuvent être désormais envoyées par courrier électronique aussi bien que par courrier normal.

5.14 **Adoption du Rapport**

A l'unanimité, l'Assemblée générale adopte le rapport du Comité.

6. **Comptes pour l'exercice 2006 et questions liées**

6.1 Les comptes sont présentés par le Trésorier, M. Venkataraman Narasimhan, qui exprime sa gratitude aux vérificateurs aux comptes pour leur collaboration, ainsi qu'à M. André Weber qui a préparé la version française des documents. Il fait remarquer que la cotisation de membre a été augmentée en 2007 par le Comité, pour la première fois depuis 1984.

6.2 M. Anthony Ingram exprime les remerciements des vérificateurs pour la bonne volonté de M. Narasimhan à répondre aux nombreuses questions qui lui ont été posées. Aucune réserve n'a été émise sur les comptes et il propose que l'Assemblée générale approuve le compte d'exploitation arrêté au 31 décembre 2006 ainsi que le bilan de l'année 2006 ; ce qui est fait à l'unanimité.

7. **Désignation de deux vérificateurs aux comptes pour l'exercice 2007**

L'Assemblée générale renouvelle pour 2007 le mandat de vérificateurs aux comptes de MM. Anthony Ingram et Robert Yazgi.

8. **Divers**

Aucune autre question n'étant soulevée, la 67ème session de l'Assemblée générale est close à 12h00.



ALLONS AU PALAIS : À PIED, À CHEVAL OU EN VOITURE ?

Récemment, Aamir Ali nous entretenait dans l'une de ses rubriques du plaisir que l'on avait autrefois de se rendre au bureau dans les bons vieux trams des transports publics genevois. Fini tout cela. Aujourd'hui on se déplace presque exclusivement en voiture pour aller travailler. Les réponses au questionnaire « Plan de transport durable » - lancé par l'ONUG pour tenter de résoudre le casse-tête que va créer la suppression de 400 places de parking au Palais des Nations - sont sans équivoque à ce sujet. Examinons la situation en analysant les informations que nous donne cette étude.

Notons tout d'abord que près d'un fonctionnaire sur deux (47%) du Palais des Nations a répondu à l'enquête, ce qui, pour un sondage écrit n'est pas un mauvais résultat. Ceux du Palais Wilson (14%) et de la Maison Internationale de l'Environnement (19%) ne se sont pas donné cette peine ; sans doute parce que - n'ayant pas de parking à leur disposition - ils n'ont d'autre choix que de laisser leur voiture chez eux.

La répartition par mode de transport montre que la plupart des fonctionnaires viennent travailler en voiture individuelle (78%). Les transports en commun sont peu utilisés (5%) de même que la « mobilité douce » (ah, qu'en termes galants, ces choses-là sont dites !), c'est-à-dire la marche (3%) ou le vélo (2%).

Près de la moitié des fonctionnaires estiment que leur temps de trajet pour aller travailler est inférieur à une demi-heure (48%). Ils sont autant à mettre plus de 30 minutes. Seuls 10 % de petits veinards mettent moins de dix minutes porte à porte. Les malchanceux ou les amoureux des voyages (7%), habitent à plus d'une heure de la place des Nations.

Ne croyez pas cependant qu'ils font le trajet d'une traite. Plus d'un quart des fonctionnaires (26%) sont des parents qui emmènent leurs enfants à l'école ou les en ramènent. On garde cependant pour le week-end les achats (48%), les loisirs (28%) et les services : banque, poste, etc (12%).

A l'heure du déjeuner très peu d'entre eux (10 à 14%) rentrent déjeuner chez eux : sans doute ceux qui habitent à moins de 10 minutes. Plus de la moitié (54%) choisissent la cafétéria et les bars du Palais; ou le restaurant du 8^{ème} pour les plus fortunés. Une ou deux fois par semaine (19%), on va changer de menu dans les restaurants des alentours.

Le questionnaire aborde enfin les questions qui fâchent : nos collègues actifs sont-ils disposés à bouleverser leurs habitudes ? Surprise : les réponses sont nuancées, sauf pour ce qui concerne le vélo et la marche que les automobilistes rejettent catégoriquement à plus de 65% : la raison essentielle tient à la météo changeante de notre région ; on peut les comprendre, surtout les jours de bourrasque de neige (moins fréquents qu'autrefois, cependant) ou de canicule (qui ont tendance à se multiplier, même en avril).

Si 40% des automobilistes sondés continuent à préférer rester derrière leur volant, les autres (plus de 50% quand même) affirment être disposés à changer leurs habitudes. Mais si l'éventualité d'un changement des habitudes automobilistiques est acceptée, sinon de bonne grâce du moins par résignation devant la fatalité, les intéressés posent quand même leurs conditions. Ainsi : que le temps de trajet ne soit pas excessivement allongé (30%), que l'on puisse trouver un parc-relais entre le domicile et le lieu de travail (20%) et aussi... que l'on puisse « occasionnellement » venir au bureau en voiture ! Pour ce qui est de l'utilisation éventuelle des transports en commun à la place de l'auto, 6% des conducteurs sont prêts à passer de l'une aux autres sans condition, 17% à la condition de bénéficier d'une aide financière et 19 % à la condition de pouvoir quand même, de temps à autre, venir travailler en voiture.

Le co-voiturage est également envisagé favorablement par plus de 40% des fonctionnaires s'ils peuvent bénéficier d'un système performant de mise en relation (20%), connaître les autres personnes (19%) et pouvoir rentrer chez eux en cas d'urgence (33%).

L'Administration de l'ONUG, confiante que les voies des moyens de transport alternatifs ne sont pas bouchées, compte développer le « Plan de transport durable » « *en proposant des mesures qui tiennent compte des conditions énumérées par les fonctionnaires* ».

Pendant ce temps-là, les fonctionnaires des Organisations de Genève qui ont la bonne fortune de disposer de vastes garages sous-terrains (je ne citerai pas de noms pour ne pas attiser les jalousies), se font petits, sifflotent et regardent ailleurs.

Retraités, mes frères et mes sœurs, nous avons bien de la chance « de notre temps » et nous ne le savions pas !

J.-J. C.



LA VIE DES AUTRES ASSOCIATIONS

BAFUNCS (Royaume-Uni)

Le numéro de mars 2007 de la lettre d'information de BAFUNCS contenait le rapport du Comité exécutif de l'Association pour l'exercice 2006-2007. Dans ce rapport, la Présidente Patricia Brown décrit l'exercice écoulé comme assez calme pour le Comité exécutif mais note que les membres du Comité ont été très sollicités pour répondre aux questions des membres de l'Association, témoigner leur sympathie auprès des veuves et des veufs et fournir toutes sortes d'informations. Bon nombre des questions posées aux responsables de l'Association émanent de personnes qui ne sont pas membres, ce qui n'est pas sans poser des problèmes, d'autant que certaines s'obstinent à refuser ensuite d'adhérer (un problème que l'AAFI-AFICS connaît bien !)

C'est avec regret que Patricia Brown a constaté que le Président de BAFUNCS, Erik Jensen et la Secrétaire du Comité exécutif, Sheila Cooper, arrivés au terme de leurs mandats, quittaient leurs fonctions à la fin de l'exercice. Elle leur a exprimé ses remerciements les plus sincères pour l'appui et les services que tous deux ont rendu à l'Association ces six dernières années.

La réunion annuelle et assemblée générale 2007 de BAFUNCS aura lieu à Eastbourne du 11 au 13 mai. Deux invités s'adresseront aux membres de l'Association, Edward Mortimer, ancien Directeur de la Communication au cabinet du Secrétaire général des Nations Unies, qui parlera des "années Kofi Annan", et M. Simon Maxwell, Directeur de l'Institut britannique du Développement de l'Outre-Mer qui a choisi pour sujet "La réforme des Nations Unies: Et maintenant?".

Les lecteurs qui s'intéressent aux activités de BAFUNCS peuvent consulter le site de cette Association (<http://bafuncls.imo.org/home.htm>)

(Lettre d'information de BAFUNCS, mars 2007)

SECTION DES ANCIENS DE L'UIT

La Section a tenu sa réunion annuelle le 8 novembre 2006 sous la présidence de Lazlo Mercz. Etant donné que les questions statutaires, par exemple l'examen du rapport financier annuel, sont traitées dans le cadre de l'assemblée générale de l'Association du Personnel, la réunion a été consacrée aux activités sociales et récréatives des membres de la Section ainsi qu'au travail considérable effectué par le bureau de la Section, son Secrétaire et les traducteurs bénévoles. Le Président Jean Balfroid a rendu compte des rapports qu'il avait eu avec les responsables et les services qui concernent particulièrement les retraités, par exemple ceux qui s'occupent des pensions et de l'assurance maladie. Plusieurs membres de la section ont participé à un séminaire de préparation en vue de leur prochaine retraite. Le Président a rappelé à l'assemblée combien il était nécessaire que la Section puisse compter sur des énergies nouvelles lors des prochaines élections pour le bureau qui auront lieu à la fin de l'année.

La section dispose d'un site dont l'adresse est <http://life.itu.ch/retraite>
(Bulletin de la Section des Anciens Fonctionnaires de l'UIT – décembre 2006)

AFICS-NEW YORK

Service à la mémoire d'Arthur Liveran

Une centaine d'anciens collègues et amis ont assisté à un service d'hommage à Arthur Liveran, qui fut Secrétaire de la Caisse commune des Pensions du Personnel des Nations Unies. Ce service a eu lieu le 21 novembre 2006 au Centre religieux des Nations Unies à l'initiative de la veuve du défunt, Mme Marcia Liveran, de la FAAFI, du Secrétariat de la Caisse des Pensions et de l'AFICS-New York, cette dernière s'étant chargée de l'organisation de la cérémonie.

A. Liveran est décédé à New York le 9 novembre 2005. Il avait été le secrétaire de la Caisse des Pensions et du Comité mixte de 1963 à 1983. Il avait précédemment été membre du Comité mixte et l'avait présidé en 1957 et en 1958. Parmi les nombreux hommages qui lui ont été rendus lors de la cérémonie, il faut citer spécialement celui du Secrétaire général Kofi Annan pour qui "le remarquable travail accompli par M. Liveran pour les Nations Unies, notamment dans ses fonctions de Président du Comité mixte puis de Secrétaire de la Caisse, ne pourra être oublié. Son action dans le cadre du Comité mixte, menée avec

diligence et inspiration, a eu une influence décisive sur le fonctionnement du système des pensions tel qu'il se trouve aujourd'hui. Nous lui devons tous beaucoup."

Au terme de la cérémonie, les participants ont été invités à s'exprimer et Jean-Michel Jakobowicz, de Genève, a été l'un d'eux. Toutes les déclarations entendues ont repris comme en écho la célébration et l'évocation de la vie et de l'action d'un grand fonctionnaire international.

(Bulletin de l'AFICS-New York, janvier 2007)

CÉLÉBRATION IRLANDAISE DE LA JOURNÉE DES NATIONS UNIES

La réunion tenue par les retraités irlandais des Nations Unies le 24 octobre 2006 a pris des allures prestigieuses, certains des invités arrivant en hélicoptère au Château Falcon, demeure familiale d'un membre de l'AAFI-AFICS, John Maloney, transformée en hôtel de luxe par ses quatre fils, Barry, Michael, Alan et Shane. Ce vieux château hôtel est situé dans un parc d'une cinquantaine d'hectares boisés, traversé par l'une des plus belles rivières à salmonidés d'Irlande, la Moy, où vient pêcher Tiger Woods lorsqu'il séjourne dans la verte Erin.

Plus de soixante personnes étaient présentes, notamment de nombreux représentants de la génération issue d'anciens participants aux actions de maintien de la paix des Nations Unies qui ont eu ainsi l'occasion de renouer avec des amis qu'ils s'étaient faits lorsqu'ils fréquentaient les mêmes écoles dans leur enfance. La plupart étaient naturellement irlandais, mais quelques hôtes étaient arrivés du Danemark, des Pays-Bas, de Finlande, d'Autriche et d'Italie. Jim Cleary, dans son discours de bienvenue, a félicité le nouveau Secrétaire général et lui a adressé ses meilleurs vœux pour l'accomplissement de sa mission. Après un vin d'honneur et une entrée en musique dans la salle à manger, au son de la cornemuse de deux sonneurs de l'armée irlandaise, les hôtes ont partagé un repas somptueux et généreusement arrosé des meilleurs vins. La soirée s'est achevée par des danses qui se sont prolongées tard dans la nuit.

(Ed Fennelly, Bulletin de l'AFICS-New York, janvier 2007)



LA VIE DES ORGANISATIONS

NATIONS UNIES

Nominations

M.B. Lynn Pascoe, jusqu'ici ambassadeur des Etats-Unis en Indonésie, a été nommé Sous-Secrétaire général pour les affaires politiques. L'ambassadeur Shu Zukang, représentant permanent de la Chine auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, est nommé Sous-Secrétaire général pour les affaires économiques et sociales. M. Muhammed Shaaban, Egypte, actuellement coordinateur national pour les initiatives de réforme au Moyen-Orient, a été nommé Sous-Secrétaire général chargé des relations avec l'Assemblée générale et de la gestion des conférences. L'ancien Sous-Secrétaire général aux affaires humanitaires, Jam Egeland, a été nommé Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention et la résolution des conflits (Lettre d'information de WFUNA).

Kiyo Akasaka, Japon, a été nommé Sous-Secrétaire général pour les communications et l'information du public. S'adressant le 30 avril 2007 à la commission de l'information des Nations Unies en sa qualité de nouveau chef du Département de l'information du public, il a dit combien il avait admiré au long des vingt années de sa carrière diplomatique, les héros passionnés et laissés dans l'ombre qui montent la garde entre les combattants ennemis, dressent des campements pour les réfugiés, vaccinent les enfants et apportent l'eau et la nourriture aux populations déshéritées. La chance lui est donnée maintenant de conter et célébrer leur action. M. Akasaka remplace M. Shashi Tharoor, ancien fonctionnaire du HCR et des Nations Unies, qui avait été nommé chef du Département de l'Information du Public pendant le mandat de secrétaire général de

Kofi Annan. M. Tharoor était le candidat officiel de l'Inde pour succéder à Kofi Annan au poste de Secrétaire général. Parmi les sept compétiteurs, le Conseil de Sécurité l'avait classé second, proche de l'élu, lors des scrutins informels de sélection auxquels il avait procédé. (Communiqué de presse de l'Assemblée générale des Nations Unies PI/1769 et rédaction AAFI).

TRIBUNAL SPÉCIAL POUR LA SIERRA LEONE

Nomination d'un nouveau greffier intérimaire

Le Tribunal spécial pour la Sierra Leone, institué sous les auspices des Nations Unies pour juger les auteurs des crimes les plus graves commis pendant la guerre civile brutale qui a sévi dans ce pays, a nommé greffier intérimaire un praticien éprouvé du droit international, M. Herman von Hebel, Pays-Bas, qui était greffier adjoint de ce tribunal.

Ce Tribunal spécial, instance indépendante créée conjointement par les Nations Unies et la Sierra Leone, a pour mission de faire passer en jugement les principaux responsables des atrocités commises pendant la guerre civile qui a déchiré cette nation d'Afrique occidentale. Jusqu'ici, 11 personnes ont été mises en accusation du chef de crimes de guerre, crimes contre l'humanité ou autres violations du droit humanitaire. Le Tribunal est compétent pour juger l'illustre Charles Taylor, ancien Président du Libéria, dont le procès aura lieu aux Pays-Bas (Centre d'information des Nations Unies, 26 mars 2007).

HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS

L'institution va rétablir une présence internationale à Bagdad

La situation de 2 millions de réfugiés irakiens qui ont quitté leurs foyers pour gagner d'autres régions de leur pays déchiré par la violence nécessite des secours urgents. Pour répondre à cette nécessité, le Haut-Commissariat a décidé, ainsi que l'a annoncé le Haut-Commissaire Antonio Gueterres le 1^{er} mai 2007 lors d'une conférence de presse tenue au siège des Nations Unies à New York, d'affecter à nouveau des fonctionnaires à Bagdad car "tout le personnel international est actuellement concentré à Amman, en Jordanie, et ce n'est pas la solution la meilleure".

La plus grande partie du personnel international avait été retirée d'Irak après l'attentat commis en 2003 contre les bureaux de l'organisation à Bagdad, qui avait fait 22 victimes au nombre desquelles figurait le Représentant spécial des Nations Unies, Sergio Vieira de Mello. Depuis, le bureau du HCR à Bagdad ne comprenait que du personnel irakien, ce qui limitait la portée de ses opérations. Le Haut-Commissaire a observé qu'il était "particulièrement important de rétablir une présence internationale à Bagdad afin de pouvoir négocier avec les autorités". Pour commencer, un seul fonctionnaire international sera détaché à Bagdad, mais il sera rejoint par d'autres, selon le Haut-Commissaire, dès que les conditions de sécurité et d'autres facteurs à prendre en compte le permettront. (Centre d'information des Nations Unies, 2 mai 2007).

CNUCED

La Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED) a fait part du décès le 29 avril dernier, à l'issue d'une courte maladie, de son Secrétaire général adjoint, M. Dirk Jan Bruisma. M. Bruisma avait rejoint la CNUCED à ce poste en janvier 2006 après une longue et belle carrière au service du gouvernement néerlandais (Intranet des Nations Unies, Genève, 1^{er} mai 2007).

BIT

Journée mondiale 2007 de la Santé et de la Sécurité au Travail. Le BIT affirme que la plupart des accidents du travail pourraient être évités si les normes étaient respectées

Partout dans le monde a été célébrée la Journée mondiale de la Santé et de la Sécurité au Travail marquée par un nouvel appel du BIT pour une meilleure application des normes internationales, moyen le plus efficace de réduire le nombre des accidents et maladies professionnelles et d'améliorer la sécurité générale sur les lieux de travail (Communiqué de presse du BIT, 27 avril 2007).

OMS

L'OMS propose "Neuf Solutions pour améliorer la sécurité des patients"

L'OMS a proposé ses "Neuf solutions pour améliorer la sécurité des patients" en vue de réduire le nombre des victimes des conséquences liées aux soins qui touchent des millions de personnes chaque année dans le monde.

"Constatant que les erreurs commises dans les soins médicaux peuvent toucher un patient sur dix dans le monde, l'Alliance mondiale pour la sécurité des patients et le Centre collaborateur de l'OMS ont conçu neuf solutions efficaces pour réduire ces erreurs" a déclaré la Directrice générale de l'OMS, le Dr Margaret Chan, soulignant que la mise en œuvre de ces solutions améliorera la sécurité des patients.

Ces neuf solutions sont proposées sous une forme qui permettra aux Etats membres de les utiliser et les adapter facilement afin de réformer leurs procédures de prise en charge et de soins aux malades pour les rendre plus sûres. Ces solutions sont les suivantes:

- uniformiser le conditionnement et l'appellation des médicaments;
- identifier soigneusement les patients;
- améliorer la communication lors du transfert des patients d'un service ou d'un médecin à un autre;
- veiller à effectuer l'intervention appropriée sur la partie du corps qu'elle doit concerner;
- vérifier la concentration des solutions d'électrolytes;
- assurer la précision des prescriptions en cas de transfert entre services ou entre praticiens;
- éviter les erreurs de connections des cathéters ou tubages;
- utiliser une seule fois le matériel d'injection;
- améliorer l'hygiène, en particulier des mains, pour éviter les infections liées aux soins.

"Ces solutions devraient permettre aux Etats membres d'aider leurs hôpitaux à lutter contre les maladies et lésions évitables " a déclaré le Dr Dennis S. O'Leary, Président d'une des commissions de l'OMS chargée de ce projet. "Il appartient maintenant aux pays de traduire en acte ces solutions et de sauver ainsi des vies". (Centre d'information de l'OMS, 2 mai 2007).



PENSIONS

Double filière et pension du conjoint survivant

La retraite du fonctionnaire international, au moment où elle est liquidée, est statutairement établie en dollars. L'intéressé a cependant le choix de se faire établir sa retraite selon les modalités de la filière locale par la conversion de sa pension dollars en monnaie locale selon la moyenne des taux de change de ses trente-six derniers mois d'activité et correction éventuelle si le coût de la vie dans le pays de résidence est supérieur au coût de la vie aux Etats-Unis. Il peut exercer ce choix à tout moment, mais ce choix est irrévocable. Il s'exerce par une manifestation de volonté clairement exprimée sur un formulaire officiel (E/10) et par la fourniture d'une preuve de résidence.

Le régime de la pension du conjoint survivant est identique. **La Caisse considère en effet qu'il s'agit d'une nouvelle pension : dès lors, cette pension de veuve/veuf** est établie au départ en dollars et, à tout moment, l'intéressé/e peut demander l'application de la filière locale, laquelle s'effectuera sur la base des mêmes critères que ceux appliqués lors du choix éventuel de la filière locale par le retraité, et il nécessitera l'accomplissement des mêmes formalités (formulaire officiel et preuve de résidence).

En principe donc, lors du décès du retraité et de la liquidation de la pension de conjoint survivant, ce dernier peut s'en tenir, sans avoir à manifester son intention, à la pension dollar.

Cependant, pour le nouveau bénéficiaire, le problème est loin d'être simple. Pour le retraité, ancien fonctionnaire, en principe mieux informé des complexités du système de retraite, il est déjà difficile de choisir la filière qui correspond à son intérêt. Pour le conjoint survivant, il a souvent l'impression de se trouver devant un dilemme. Aussi la Caisse nous a-t-elle informés qu'elle a adopté pour règle de conduite, après avoir soigneusement étudié les données personnelles du conjoint survivant et pourvu que le défunt ait été sur la filière locale, **de maintenir provisoirement la pension du conjoint survivant sur cette filière.**

Le conjoint survivant est informé de ce maintien par une lettre de la Caisse qui l'invite cependant à fournir la preuve de résidence correspondante et le formulaire officiel (E/10) de demande de passage à la filière locale. Si, dans un délai raisonnable, ces documents ne sont pas fournis, la Caisse renouvelle sa demande. Cette procédure souple se justifie particulièrement si l'adresse postale du conjoint survivant est dans le même pays que celui où s'applique la filière locale et si sa nationalité ne laisse pas penser qu'il pourrait établir sa résidence dans un autre pays où l'option de la filière locale ne se justifierait pas.

Le grand âge du conjoint survivant, son état de santé, sa situation, peuvent conduire à penser qu'il aura de la difficulté à exercer son choix en toute connaissance de cause. La Caisse fait alors preuve de compréhension et elle maintient le nouveau bénéficiaire sur la filière locale même si les documents nécessaires ne sont pas soumis, pourvu que l'adresse postale et les coordonnées bancaires se rapportent au même pays que celles du défunt.

Il peut arriver que le conjoint survivant, comme il en a le droit, décide, sans quitter le pays de résidence du défunt, que la pension dollars lui soit appliquée et qu'il soit mis fin à la filière locale qui lui était provisoirement appliquée. Si celle-ci était d'une valeur supérieure à la pension dollars, le conjoint survivant sera évidemment invité à rembourser le trop-perçu.

Mentionnons pour être complet le cas du conjoint survivant qui, après avoir maintenu sa résidence dans le même pays que le défunt, décide de s'établir dans un autre pays où il a intérêt à se voir appliquer la pension dollars comme l'article 31 de l'Annexe III du Règlement de la Caisse l'y autorise. Si la preuve de résidence a été fournie normalement, il n'y a aucun problème. Sinon, selon les cas d'espèce, la Caisse pourra également réclamer un trop-perçu.

Il faut évidemment féliciter la Caisse pour la souplesse et l'esprit d'accommodement avec lesquels ces situations sont traitées.

Jean Hanus

DÉMÉNAGEMENT DES BUREAUX DE LA CAISSE DES PENSIONS DES NATIONS UNIES À GENÈVE

Depuis plusieurs mois, la Caisse des pensions des Nations Unies se préoccupe du problème de ses locaux au Palais des Nations à Genève. Malgré des réaménagements successifs, l'espace actuel ne permettait plus de répondre aux besoins liés à la croissance rapide du volume des activités, suite à l'augmentation très importante du nombre des participants et des retraités/bénéficiaires et à ses engagements pour un service et un accueil de qualité.

Dans cette perspective, la Caisse a demandé à l'Administration de l'ONUG une augmentation de l'espace qui lui était alloué, en tenant compte des critères spécifiques au « métier » de la Caisse. Simultanément, elle a commencé à prospecter à l'extérieur du Palais des Nations afin de trouver une solution économique alternative comparable, répondant au cahier des charges de ce projet. La Caisse a été assistée dans ses recherches par plusieurs de ses organisations membres. L'AAFI-AFICS, pour sa part, soulignait depuis longtemps que les retraités - qui forment la majorité des visiteurs bureaux de la Caisse à Genève - éprouvent des difficultés croissantes d'accès à l'occasion de leurs visites au Palais.

Le bureau de Genève est le « guichet » de la Caisse pour 3 920 participants de l'ONUG et pour 24 062 participants appartenant à des organisations membres basées à Genève (HCR : 6 924, OMS : 9 932 ; BIT : 3 330 ; OIM : 1 500 ; OMPI : 1 166 ; UIT : 871 ; OMM : 302 ; UIP : 37) et pour les retraités résidant dans la région de Genève ou en France voisine. Les statistiques tenues depuis octobre 2006 ont montré que sur une moyenne de 236 visites en personne par mois, 76 % sont des retraités ou bénéficiaires et 24 % des participants. Il s'y ajoute les rendez-vous personnalisés avec les chargés de clientèle démarrés mi-janvier 2007 et déjà fortement sollicités par les participants.

La création d'un service à la clientèle renforcé et les doléances répétées, exprimées par les visiteurs pour accéder aux bureaux de la Caisse au Palais des Nations ont finalement déclenché une recherche active de locaux adaptés aux besoins de la Caisse des pensions.

Les principaux critères étaient les suivants : des locaux facilement accessibles pour tous les visiteurs (valides et handicapés) ; des communications routières et des transports publics faciles ; des parkings gratuits réservés aux visiteurs et au personnel ; un espace propre à la Caisse et uniquement accessible aux visiteurs et à son personnel ; une réception et une salle d'attente conviviales pour les visiteurs ; un espace séparé pour le service à la clientèle garantissant le caractère personnel et confidentiel des rendez-vous personnalisés avec les chargés de clientèle.

Des locaux répondant à ces critères ont finalement été trouvés au Grand-Saconnex, dans l'immeuble de la Société Du Pont de Nemours International, 2 chemin du Pavillon, à gauche de la route qui mène du Grand-Saconnex à Ferney-Voltaire, peu avant le tunnel routier de l'aéroport.

Le déménagement des bureaux de la Caisse est, en principe, prévu pour le 1^{er} juillet 2007, mais il demeure soumis à l'autorisation finale des autorités compétentes du siège des Nations Unies à New York. Sous réserve de l'obtention de ce dernier feu vert, la Caisse attendra donc à cette nouvelle adresse, à partir de cette date, les retraités et les bénéficiaires. Par prudence, les visiteurs voudront sans doute, avant de s'y rendre, vérifier par téléphone (les numéros restant les mêmes) que le déménagement a bien eu lieu comme prévu.

(source : CCPPNU/UNJSPF Genève)



JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES

*Machos de tous les pays, unissez-vous !
... et attachez vos ceintures !*

Depuis l'aube des temps, la femme en a vu de toutes les couleurs, pas toujours de belles couleurs. Mais c'est fini, terminé ! Les femmes sont en train de prendre le pouvoir, tout le pouvoir. C'est la culmination de la campagne qu'elles ont lancée en 1910 à la Conférence Internationale des Femmes Socialistes. Quand je vous disais qu'il faut se méfier de ces gens de gauche !

*Femmes, c'est vous qui tenez entre vos mains
le salut du monde
(Léon Tolstoï)*

L'initiative pour instaurer la Journée Internationale des Femmes et mettre en danger la situation des *machos*, a été promue par des manifestations organisées par les femmes en 1911 en Europe et aux USA. Le motif avoué était celui d'obtenir des meilleures conditions de travail et le droit de vote. Ces mouvements ont eu lieu en Autriche-Hongrie, Danemark, Allemagne et Suisse et plus tard en France, Pays-Bas, Russie et Suède. Devant tant d'insistance, les Nations Unies se sont décidées en 1977, après un petit délai de 66 ans, à officialiser la Journée internationale des Femmes, le 8 mars de chaque année.

Mais commençons par le commencement en parcourant sommairement la condition de la femme au cours de l'histoire de l'humanité. Aux premiers temps d'*homo sapiens*, on peut supposer que l'égalité entre hommes et femmes allait de soi, avec partage de travail selon le bon sens : l'homme allant par monts et par vaux chercher la pitance pour la famille, la femme restant à garder les enfants à la caverne, grotte ou autre abri. Mais *Homo sapiens*, c'est bien connu, adore philosopher et il se pose sans arrêt des questions sur les mystérieux phénomènes de la nature, la vie, la mort et les problèmes du quotidien. Et c'est ainsi, je pense, que les religions sont apparues !

*Le vin est fort, le roi est plus fort
les femmes le sont plus encore
(Martin Luther)*

Les femmes dans les livres sacrés

En principe, ces livres ne devraient pas être misogynes, quoique... Dans le premier des 76 livres qui composent la Bible, l'égalité est proclamée « *Dieu créa l'homme à son image, à l'image de Dieu il les créa ; mâle et femelle il les créa* » « *Le Seigneur Dieu fit tomber dans une torpeur l'homme qui s'endormit ; il prit l'une de ses côtes et referma les chairs à leur place. Le Seigneur Dieu transforma la côte qu'il avait prise à l'homme en une femme qu'il lui amena* » (La Genèse, 1 : 27 et 2 : 21-22) Vous connaissez la suite, l'interdiction faite à l'homme de manger de l'arbre de la connaissance du bien et du mal, le maléfique serpent qui encourage Eve à en manger quand même, Eve qui se laisse convaincre et mange un fruit et en donne au naïf Adam qui n'ose pas contredire sa femme, la découverte que tous les deux font de leur nudité et, finalement, l'expulsion du Paradis. Et là les choses ont commencé à se gâter avec l'injonction du Seigneur faite à Eve : « *Tu seras avide de ton homme et lui te dominera* » (Genèse 3, 16)

*On réalise qu'une femme est de la dynamite
quand on la laisse tomber
(Marcel Pagnol)*

Par expérience propre je suggère de ne pas prendre au pied de la lettre le petit bout de phrase « *et lui te dominera* ». Mais ...passons ! Il n'empêche que cette phrase, plus la tendance propre à la classe sacerdotale, toujours masculine, toutes religions confondues, ont fait croire à l'homme qu'il pouvait remettre la femme à l'ordre. Exemple, Paul de Tarse : « *femmes, soyez soumises à vos maris* » ou bien « *que les femmes se taisent dans les assemblées* ». Pure rhétorique, hélas !

Le Coran, livre sacré des musulmans, dit : « *Ô hommes, craignez votre Seigneur qui vous a créés tous d'un seul homme ; de l'homme il forma sa compagne, et fit sortir de ces deux êtres tant d'hommes et de femmes* » (Sourate IV). Mais un peu plus loin, il encourage les hommes à n'épouser que deux, trois ou quatre femmes, et à user à leur égard de paroles honnêtes, sans oublier quand même de préciser que *les hommes sont supérieurs aux femmes*, et que *les femmes vertueuses sont obéissantes et soumises*. A prendre aussi avec un gros grain de sel ! Puis, au long de 175 prescriptions, est décrite la conduite à suivre à l'égard des femmes. Le Coran prescrit aux femmes « *d'abaisser un voile sur leur visage* » (Sourate 33, 57), mais il ne dit pas un mot sur les nombreuses variantes hijab, shayla, tchador et burqa inventés par les imams, ayatollahs et autres experts en islamisme.

Les Veda, livres sacrés de l'hindouisme (les plus anciens textes de l'Inde considérés comme Shruti ou Révélation inspirée par les Divinités), et Upanishads, textes explicatifs des Veda, ne disent pas mot sur la condition de la femme. Mais par le Mahabharata, un des deux plus grands poèmes épiques de l'Inde avec le Ramayana, on sait qu'au début de la société hindoue la femme n'était pas soumise à l'homme. Elle occupait même une position de supériorité, ce qui laisse penser à une société matriarcale. Mais les mouvements religieux sont arrivés avec le système des castes et surtout la puissante caste sacerdotale, encore eux ! Et la femme est devenue totalement dépendante de l'homme, jusqu'à l'invention barbare de la Sati, qui obligeait les veuves à se jeter sur le bûcher funéraire de leur époux décédé pour s'y faire brûler vivantes. La situation s'est améliorée depuis et la Sati a été interdite.

*Il y a autant de lettres dans Femme
que dans Amour !*

En Mésopotamie, la femme n'était qu'un objet dépendant de son propriétaire, père ou mari. Les recueils de lois et le Code d'Hammourabi font de la femme une éternelle mineure. Mais il faut noter tout de même que dans les mythologies, la place prépondérante est réservée aux déesses. C'est ainsi que les plus anciennes représentations humaines qui nous soient connues sont celles des femmes. La Vénus de Lespugue, découverte en 1922 et datant d'il y a quelques 25.000 ans, est une Déesse Mère, divinité de l'Asie Mineure, en Phrygie (quelque part dans la Turquie actuelle). Je pourrais vous montrer d'autres belles, la Vénus de Willendorf et la Dame de Brassempouy, par exemple, toutes les deux âgées de 23.000 ans !

En Chine, dans le très ancien temps, la femme ne rigolait pas non plus. Elle était totalement soumise à l'homme et son mariage était décidé par les parents des futurs conjoints, car il s'agissait d'un acte trop important pour être laissé aux caprices de la passion. La famille était dirigée par le *jiazhang* (chef de famille), à savoir le père de son vivant, puis le fils aîné si le père était décédé, enfin le mari. Les futurs conjoints ne se connaissaient pas avant le jour même du mariage. De plus, le canon de la beauté exigeait que la femme ait des pieds minuscules, le pied étant alors la partie du corps la plus érotique, d'où le bandage des pieds, véritable tourment pour les femmes dès leur enfance, et source d'invalidité permanente. Parmi les bonnes choses faites par Mao figure l'interdiction du bandage des pieds de la femme. Dans les classes supérieures

de l'ancienne Chine, l'épouse principale était détentrice d'une part de l'autorité de l'homme, y compris sur les autres femmes et concubines ainsi que sur les fils et filles des épouses secondaires.

Mais il y a eu en Chine des femmes remarquables, en bien ou en mal comme partout. Li Qingzhao (1084-1151) était une grande poétesse à l'époque de l'invasion de la Chine par les barbares Jin. Et Xiaoqin, devenue l'impératrice douairière Ci Xi, contrôlait la politique et les empereurs enfants, y compris le tout dernier bien connu Pu Yi. La Chine a énormément évolué mais la situation de la femme, surtout dans les régions rurales, n'a pas tellement changé.

*Elle est venue, notre mère, elle est venue,
Elle, la déesse Tlazolteotl
(Hymne aztèque d'action de grâces)*

Chez les Aztèques, qui pratiquaient aussi la polygamie, la première épouse avait priorité sur les autres femmes, et ses enfants étaient les seuls à pouvoir hériter du père. L'homme pouvait répudier sa femme en cas de stérilité mais la femme pouvait également se libérer si l'homme ne lui apportait pas ce dont elle avait besoin ou s'il la frappait physiquement. La femme divorcée pouvait se remarier avec l'homme de son choix. La veuve, par contre, devait épouser le frère de son mari décédé ou bien un autre homme du clan. Les femmes avaient des droits bien définis, inférieurs à ceux des hommes bien entendu ; elles pouvaient posséder des biens et recourir au tribunal pour demander justice. Elles avaient naturellement l'obligation de bien élever les enfants.

Aujourd'hui tout est changé !

De soumission, dépendance absolue, obéissance ou de Sati, on ne parle plus ! Les mœurs, la société, la mode, la biblique autorité de l'homme, tout, tout a été bouleversé. Mieux encore, nombreuses sont les femmes compétentes et de fort caractère qui ont le pouvoir. Exemples parmi les derniers souverains d'Europe : Elizabeth II reine de Grande-Bretagne depuis 1953 mais aussi Chef du Commonwealth et Défenseur de la Foi ; Beatrix Wilhelmina, reine des Pays-Bas depuis 1952 ; et encore Margrethe reine du Danemark depuis 1972.

*Quand les femmes seront aussi savantes que des hommes
-que des hommes savants-
ô amour vous ne serez plus le sel de la vie,
vous serez le chlorure de sodium
(Paul-Jean Toulet)*

Des femmes chefs d'Etat, on n'en compte plus. Voici la situation en cet an de grâce 2007 : Gloria Arroyo, présidente des Philippines, fait brillamment face aux machos qui voudraient la faire tomber sous n'importe quel prétexte. Angela Merkel, premier ministre d'Allemagne, considérée comme « la Thatcher » allemande. Ellen Johnson Sirleaf, présidente du Libéria, bataille pour mettre en ordre son pays ethniquement très divisé. Portia Simpson Miller, premier ministre de la Jamaïque et première femme chef d'un état de culture très, très *macho*. Michelle Bachelet est présidente du Chili après l'horrible épisode de Pinochet. Tarja Halonen est présidente de la Finlande pour un deuxième mandat ; Khaleda Zia, Premier ministre du Bangladesh pour la deuxième fois, d'abord de 1991 à 1996, et à nouveau depuis 2001. Han Myung sook est présidente de la Corée du Sud. Et Micheline Calmy-Rey préside en 2007 la Confédération suisse pour un mandat d'un an, durée fixée par la Constitution.

Mais attendez, ce n'est pas tout !

Vaira Vike-Freiberga, est présidente de la Lettonie depuis 1991. Mary McAleese, présidente de l'Irlande depuis 1997. Luisa Diago, premier ministre du Mozambique depuis 2004. Helen Clark, premier ministre de Nouvelle Zélande, Chandrika Kumaratunga présidente du Sri Lanka, Dalia Itzik présidente par intérim d'Israël. Michelle Jean, Gouverneure général du Canada.

Des femmes ont été élues pour présider ou diriger des organisations internationales du système des Nations Unies. Sheikha Haya Rashed Al-Khalifa, du Royaume de Bahrein, préside avec brio l'actuelle Assemblée Générale de l'ONU. Vijaya Kakshmi Pandit, de l'Inde, l'avait déjà présidée en 1954, et Angie E. Brooks, du Libéria, avait fait de même en 1969. A l'OMS, la Chinoise Margaret Chan est devenue en 2007 Directrice générale de l'OMS, poste où l'avait d'ailleurs précédée Gro Brundlandt, elle-même ancien Premier ministre de Norvège. A l'Organisation Internationale du Travail, Aída González Martínez, ambassadeur du Mexique, a présidé en 1982 le Conseil d'Administration de l'OIT composé de non seulement de représentants des gouvernements mais aussi de représentants des employeurs et des travailleurs.

Les changements que l'on observe aujourd'hui, ont été favorisés par la décision de l'Assemblée générale des Nations Unies, de proclamer la période de 1975 à 1985 comme Décennie internationale de la Femme. Le monde était ainsi appelé à transformer les mœurs envers les femmes. Dans le cadre de cette Décennie, quatre Conférences internationales de la Femme ont été convoquées, la première en 1975 à Mexico, la seconde à Copenhague en 1980 suivie d'une troisième à Nairobi en 1985 pour conclure avec la dernière tenue à Beijing en 1995. Moults palabres et résolutions de ces conférences ont permis quelques avancements, même si encore aujourd'hui le salaire de la femme est généralement 20 pour cent inférieur à celui de l'homme pour un travail égal !

*Les femmes seront les égales des hommes
le jour où elles accepteront d'être chauves
et de trouver ça distingué !
(Coluche)*

La liste de femmes égales et même supérieures aux hommes en toutes sortes de domaines – artistique, économique, scientifique et autres - serait trop longue à dresser. Je m'arrête donc là. Mais sans vouloir faire peur aux *machos de tous les pays*, je dois les avertir qu'à l'horizon pointent de très possibles et redoutables femmes pouvant devenir chef d'Etat ou de gouvernement : du type « *mujer de pelo en pecho* », comme on dit au Mexique pour qualifier une femme de très fort caractère ...

Manuel Carrillo



SANTÉ

CANICULE = DANGER

Les personnes âgées ressentent moins la soif, ne boivent pas assez et leur corps retient moins bien l'eau. Elles sont donc les principales victimes des grandes chaleurs. Attention à la déshydratation !

Prévention de la déshydratation : précautions à prendre dès les premières chaleurs :

- Faire circuler l'air ;
- Ne pas s'exposer au soleil ;
- S'habiller légèrement ;
- Porter des vêtements amples ;
- Boire au minimum 10 verres d'eau ou de boisson sans alcool par jour (ne pas oublier de faire ouvrir les bouteilles aux bouchons trop serrés !);
- Boire des bouillons, soupes ou des jus de légumes ;
- Eviter les régimes alimentaires sans sel ;
- Discuter avec votre médecin de votre traitement médicamenteux.

Déshydratation : soyez attentif aux signes d'alarme :

- Manque d'appétit ;
- Sécheresse de la bouche ;
- Besoin d'uriner rare ou inexistant ;
- Sensation de fatigue, mal-être ;
- Comportement inhabituel ;
- Confusion mentale transitoire ;
- Vertiges ;
- Chutes.

Idées de boissons :

Infusions froides ; cocktails de jus de fruits ; jus de fruits dilué ; jus de tomate assaisonné ; eau & sirop ; bouillon ; eau citronnée ; lait grenadine ...

LES FEMMES VIEILLISSENT SEULES, LES HOMMES VIEILLISSENT À DEUX : UN BILAN EUROPÉEN

En Europe, le mode de vie des personnes âgées de plus de 75 ans évolue depuis plusieurs décennies. Elles vivent de plus en plus fréquemment chez elles, en couple ou seules, au lieu de cohabiter avec des membres de leur famille. Mais les différences restent marquées entre le Nord et le Sud de l'Europe, et selon que l'on est un homme ou une femme, comme en témoigne une étude inédite - réalisée par l'Institut National d'Études Démographiques de Paris, qui compare la situation dans neuf pays de l'Union Européenne.

L'étude du mode de vie des hommes et des femmes âgés de 75 ans ou plus dans neuf pays européens montre qu'en Europe, en 2000, vieillir avec un partenaire est bien plus courant chez les hommes (deux sur trois) que chez les femmes (une sur cinq), ceci dans tous les pays. En revanche, les femmes habitent seules ou avec de la famille ou des proches deux fois plus souvent que les hommes. Elles vivent également deux fois plus souvent en institution.

Les modes de vie des personnes âgées varient aussi selon le pays de résidence. Ainsi, 59% des Allemandes et 56% des Finlandaises habitent seules à ces âges, contre seulement 30% des Portugaises. Vivre seul n'est finalement guère plus courant pour une femme portugaise que pour un homme finlandais (26%) ou britannique (28%). Les contrastes sont encore plus importants pour les personnes vivant avec des proches : 4% des Néerlandais et 7% des Néerlandaises cohabitent avec des membres de leur famille ou des proches autres que le conjoint contre, respectivement, 20% des Portugais et 37% des Portugaises. Enfin, la proportion de personnes vivant en institution varie de 2% des hommes et 4% des femmes (en Italie) à 7% et 15% (aux Pays-Bas).

Ces particularités nationales reflètent surtout les différences de comportement des personnes célibataires, veuves ou divorcées. En effet, partout en Europe, le mariage était la norme dans ces générations et les personnes toujours mariées habitent pratiquement toutes en couple.

En revanche, les écarts entre les sexes tiennent essentiellement au veuvage plus fréquent chez les femmes, parce qu'elles meurent moins que

les hommes au même âge. De surcroît, elles sont souvent plus jeunes que leur mari.

Vieillir en couple : une prédominance masculine

Entre 75 et 79 ans, environ trois hommes sur quatre vivent en couple, contre seulement une femme sur trois (35%), ceci dans tous les pays. Les hommes n'atteignent ce niveau qu'entre 90 et 94 ans, alors qu'il n'y a quasiment plus aucune femme en couple à ces âges.

Outre leur veuvage plus fréquent, les femmes sont également pénalisées par leur plus grande difficulté à fonder une nouvelle union lorsqu'elles sont veuves ou divorcées. À ces âges, la sur féminisation de la population et la tendance des hommes à se remettre en couple avec des femmes plus jeunes qu'eux leur est préjudiciable.

Entre 60 et 64 ans, environ 20% des hommes et 10% des femmes vivent en couple sans être mariés, dans la plupart des pays ¹. Les proportions diminuent ensuite régulièrement avec l'âge pour devenir quasiment nulles après 80 ans. La probabilité de trouver un nouveau partenaire se réduit en effet avec l'âge, et, en cas de nouvelle union, le risque de décès du nouveau compagnon augmente. Joue également la moindre propension des générations plus âgées à se mettre en union sans papier, par rapport à leurs cadettes. Le Portugal montre une situation extrême : ce type d'union est exceptionnel même chez les jeunes retraités, et pratiquement toutes les personnes vivant en couple sont mariées.

Lorsque l'on n'a pas ou plus de partenaire – situation d'un homme de 75 ans ou plus sur trois et de quatre femmes sur cinq – vivre seul chez soi reste le plus fréquent. Mais, pour ces personnes sans conjoint, plus l'âge augmente,

¹ Dans tous les pays et pour les deux sexes, les divorcés vivent plus souvent en couple que les veufs et les célibataires : chez les hommes de 75 ans ou plus, c'est le cas d'environ 20% des divorcés néerlandais ou français, contre seulement 7% des célibataires et 5% des veufs. Les divorcés, quel que soit leur âge à la rupture de leur union, ont en effet une probabilité plus forte de retrouver un partenaire, notamment parce que dans nombre de cas le divorce fait suite à une nouvelle rencontre.

plus il est difficile de se passer d'aide. Aller en institution ou cohabiter avec des membres de la famille peut alors être la situation. Une solution parfois choisie de longue date, notamment chez les célibataires.

Avec l'avance en âge, l'isolement résidentiel régresse ...

La proportion de célibataires, veufs ou divorcés, vivant seuls évolue selon l'âge de la même façon dans les différents pays. Elle culmine partout autour de 75-79 ans : 70 à 75% d'entre eux habitent seuls à ces âges. Puis l'apparition des premiers handicaps rendant la vie en solitaire plus difficile, les proportions diminuent progressivement un peu plus rapidement chez les femmes que chez les hommes. Néanmoins, vivre seul reste, à tous les âges, de loin le mode de vie le plus fréquent pour ces personnes sans conjoint. Seules les femmes de 95 ans et plus font exception.

Le Portugal est un cas particulier : à tous les âges, et pour les deux sexes, les personnes qui vivent seules sont une minorité. En revanche, en Allemagne et aux Pays-Bas, qui représentent l'autre extrême, elles sont très nombreuses (la fréquence des personnes vivant seules passé 85 ans est le double de celle du Portugal). Ces écarts s'expliquent en partie par des politiques de prise en charge des personnes souffrant d'une perte d'autonomie différentes entre le Sud et le Nord de l'Europe : par exemple, aux Pays-Bas, les services facilitant le maintien à domicile des personnes âgées sont relativement développés, ce qui n'est pas le cas au Portugal.

... et laisse place à l'institutionnalisation

Vivre en institution est peu commun avant 75 ans, mais passé cet âge, cela devient de plus en plus fréquent. La dégradation de l'état de santé avec l'âge n'en est pas la seule raison. Les plus âgés vivent plus souvent en maison de retraite et moins souvent seuls que les plus jeunes, même quand ils déclarent un état de santé égal. Mais la comparaison des états de santé a-t-elle un sens ? En effet, lorsqu'on interroge une personne sur sa santé, elle fait implicitement référence aux personnes de son âge. Les plus âgées qui se déclarent en mauvaise santé sont en réalité probablement en moins bonne santé que les plus jeunes déclarant la même chose. De surcroît, dans ce cas, elles souffrent plus souvent, et depuis plus longtemps, de pathologies multiples. En outre, plus l'âge avance, plus le réseau d'une personne âgée – en bonne santé ou pas – se réduit ou comprend des personnes du même âge aptes à la soutenir au quotidien.

La proportion de personnes vivant en institution progresse avec l'âge à un rythme variable selon les pays. Si, partout, moins de 5% des femmes sans conjoint sont institutionnalisées avant 75 ans, à 95 ans ou plus, c'est le cas de 57% des Néerlandaises contre seulement 20% des Portugaises ou des Tchèques¹. Sauf dans ces deux derniers pays, vivre en maison de retraite devient le mode de vie le plus courant chez les femmes de ces âges sans conjoint. Et, partout², passé 85 ans, elles vivent plus souvent en institution que les hommes : entre 1,2 fois (en France et aux Pays-Bas) et 1,4 fois plus (en Allemagne et en Belgique).

En France, cela tient à des incapacités plus sévères. En effet, à même état de santé dégradé, les hommes ont plus tendance à aller en institution que les femmes. La répartition traditionnelle des tâches fait qu'ils sont plus désemparés face au quotidien domestique quand ils deviennent veufs. Mais on trouve le résultat inverse en Allemagne, en Belgique et au Royaume-Uni : à même état de santé dégradé, ce sont les femmes qui sont plus souvent en institution. Cela vient peut-être de la plus grande indépendance domestique des hommes dans ces pays ou, dans l'autre sens, d'une moindre autonomie des femmes sur le plan économique. Il est aussi possible que ce mode de vie indépendant soit moins bien accepté par la société et l'entourage quand il s'agit de femmes âgées.

Enfin, dans tous les pays, les célibataires sont plus souvent institutionnalisés que les veufs ou les divorcés et habitent moins souvent seuls. Certes, les célibataires sont en moins bonne santé que les personnes qui se sont mariées, cela à tous les âges. Mais ils ont aussi plus de difficultés à faire face au quotidien en cas de dépendance, parce qu'ils ne bénéficient généralement pas de l'aide d'un enfant. Peut s'ajouter, comme en France, leur situation économique plus précaire, qui rend plus difficile pour eux le recours aux aides professionnelles, et en conséquence leur maintien à domicile.

L'institutionnalisation des personnes âgées mariées

Si, dans tous les pays, la grande majorité des personnes mariées âgées de 75 ans ou plus vit chez elle en couple (chez les 85 ans et plus, près de 90% des hommes et de l'ordre de 80% des femmes), aux très grands âges, une fraction non négligeable d'entre elles est institutionnalisée.

¹ L'information n'est pas disponible en Italie mais le niveau atteint est certainement encore plus bas.

² Sauf au Portugal où les hommes et les femmes ont le même taux d'institutionnalisation.

Les proportions sont cependant inférieures à celles observées chez les personnes célibataires, veuves ou divorcées, le conjoint jouant un rôle important en cas de dépendance. Ce n'est que lorsque la dépendance de leur conjoint devient très sévère, et qu'ils ne peuvent plus faire face, que certains époux se résignent à l'institution. En revanche, lorsque l'on vit seul, rester chez soi peut s'avérer difficile même avec des limitations d'autonomie relativement légères, surtout si elles sont d'ordre psychique. De plus, à état de santé égal, les femmes mariées très âgées sont plus fréquemment placées en institution que les hommes. Les hommes donc plus de difficultés à faire face à la dépendance de leur épouse que l'inverse.

Enfin, qu'il s'agisse d'hommes ou de femmes mariés, l'institutionnalisation est plus répandue dans le Nord de l'Europe que dans le Sud (40% des femmes néerlandaises de 95 ans et plus contre 12% des portugaises).

Cohabiter avec d'autres personnes : l'apanage des pays du Sud

Dans la plupart des pays et à tous les âges, les personnes sans conjoint sont une minorité à habiter avec d'autres membres de la famille, hommes et femmes n'étant guère différents sur ce point. Mais les contrastes entre pays sont importants : ce mode de vie est rare aux Pays-Bas où seulement 8% des veufs, célibataires ou divorcés de 75 ans ou plus sont dans ce cas. Il est en revanche privilégié au Portugal, où il concerne près de 45% de cette population (il est également assez répandu en Italie et en République tchèque, quoique dans une moindre mesure). Dans ce pays, cette forme de cohabitation est plus fréquente que l'isolement résidentiel à tous les âges pour les femmes, et à partir de 85 ans pour les hommes. Normes culturelles (obligations des enfants vis-à-vis de leurs parents), raisons économiques (niveau des pensions, conditions de logement), contexte politique (développement des services d'aide à domicile, nombre de lits en maison de retraite) conjuguent ici leurs effets.

Le Portugal et la République tchèque se singularisent également par une croissance rapide de cette forme de co-résidence avec l'âge. En fait, derrière cette évolution se cache un effet de génération. En effet, la co-résidence étant plus répandue parmi les générations plus âgées¹ que parmi les plus jeunes, la courbe a une allure croissante. Mais en réalité, si l'on suit une même

¹ Essentiellement pour des raisons économiques, le niveau des pensions étant extrêmement bas.

génération, ce mode de vie se fait plus rare avec l'avance en âge. Ainsi, alors que 50% des Portugaises non mariées nées entre 1916 et 1925 habitaient avec des proches lorsqu'elles avaient 65-74 ans, elles ne sont plus que 44% à vivre ainsi dix ans plus tard. Certes, entre-temps, une partie d'entre elles, ne pouvant plus rester chez elles, est allée rejoindre le foyer de leurs enfants ou celui d'autres proches, mais dans l'autre sens, les décohabitations liées au départ des enfants, au décès de la personne co-résidente ou à l'entrée en maison de retraite sont encore plus nombreuses².

La diversité des modes de vie des personnes âgées observée en Europe fait écho à celle des attitudes de la population à leur égard : lorsque le maintien à domicile d'un parent âgé devient impossible sans assistance, la cohabitation à plusieurs générations est prônée comme la meilleure solution dans les pays du Sud, alors que le recours à des services permettant la poursuite de la vie en solitaire a la faveur de ceux du Nord. Les Néerlandais sont les moins rebutés par la mise en institution. Toutefois, partout en Europe, un fort consensus existe autour de l'idée que les enfants doivent s'occuper de leurs parents. Cette solidarité, évidente dans le cas des ménages où cohabitent plusieurs générations, trouve aussi son expression dans « l'intimité à distance ». C'est ainsi dans le Nord de l'Europe que les enfants sont les plus nombreux à dire apporter de l'aide. Les familles du Sud ne sont cependant pas en reste, elles interviennent plus fréquemment de façon quotidienne ou pour donner des soins personnels qu'au Nord. Ces solidarités peuvent évoluer avec les facteurs qui les sous-tendent (valeurs individuelles, normes sociales, absence de solutions alternatives, etc.). Aboutiront-elles demain à une homogénéisation des modes de vie des personnes âgées à l'échelle de l'Europe ?

Christiane Delbès, Joëlle Gaymu, Sabine Springer
Population et Sociétés
Institut National d'Etudes Démographiques (INED) –
Paris

² Dans les autres pays aussi, au sein d'une même génération, les co-habitations ne compensent pas les déco-habitations et si la proportion de personnes âgées vivant avec d'autres personnes ne varie pas avec l'âge c'est que ce mode de vie y a moins décliné au fil des générations.

AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES EN FRANCE

Savez-vous que pour les personnes de plus de soixante ans et leurs proches il existe dans pratiquement tous les départements français au moins un **CLIC** (Centre Local d'Information et de Coordination gérontologiques), placé gratuitement à votre disposition pour vous guider ?

Le **CLIC** c'est :

un lieu d'**accueil** et d'**écoute**,

un espace d'**information** et de **conseil**,

un lieu de **coordination** pour les professionnels et les bénévoles.

Pour toutes les questions que vous vous posez sur :

- Vos droits en tant que personne âgée : droits et démarches à suivre, protection juridique ;
- La santé et la prévention
- L'alimentation, la prévention des accidents domestiques, les chutes ;
- Les démarches administratives et les aides existantes ;
- Possibilités d'aides financières, Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) ;
- L'aide à domicile :
 - Accompagnement à la vie quotidienne, soins, amélioration de l'habitat, portage des repas, téléalarme ;
- Les centres d'hébergement ;
- Les établissements accueillant les personnes âgées ;
- Les loisirs et l'accompagnement :
 - Loisirs et culture, aide et écoute des familles, aides aux malades, bénévolat
- L'aide aux professionnels ;
- Concertation, formation ; écoute ...

Dans le Pays de Gex

Le **CLIC** - Route de Prost - « Les Terrasses de Chevry », Bat. D - 01170 CHEVRY .

Ouvert du lundi au vendredi le matin de 9h00 à 12h30. L'après-midi sur rendez-vous (sauf le mercredi après-midi). Accueil téléphonique : 04 50 41 04 04 le matin aux horaires indiqués ci-dessus, l'après-midi de 15h00 à 17h00 sauf le mercredi après-midi. Courriel : clic@ccpg.fr Internet : www.cc-pays-de-gex.fr/clic

En Haute-Savoie

Le **CLIC** se nomme **REGAR** (Réseau de Gérontologie Annemasse Reignier).

Un local est à votre disposition au 1^{er} étage du Foyer logement « l'Eau vive », 2 place du Jumelage - 74100

Annemasse - Téléphone : 04 50 39 89 25. Courriel : regar@regar.info

Permanences : mardi 9h - 12h, mercredi 14h30 - 16h30, samedi 9h - 12h

Autres départements : pour trouver les **CLIC** dans d'autres départements français, consultez www.personnes-agees-gouv.fr puis choisir « un nouvel outil d'information » et cliquer sur **portail CLIC**.

Jacques Bacaly

Nous remercions, pour ces informations, Mme Cécile Antoinet, Secrétaire du CLIC du Pays de Gex.



PETITS RIENS ET GRANDS MOMENTS

Que mijotez-vous donc là ?

De temps à autre, il m'incombe de faire la cuisine à la maison. Parfois, j'entends parler de collègues qui ne savent, ni faire cuire un œuf, ni poêler un hamburger : je les plains sincèrement. Je suis d'un naturel modeste, mais je me sens supérieur à eux.

Bien entendu, j'ai été privilégié. Quand j'étais jeune (ah, nous y re-voilà !), j'étais louveteau – de ceux créés par Baden-Powell. Nous arborions des casquettes vertes à bandes jaunes sur lesquelles nous épinglions des étoiles à mesure que nous avançons en mérite et l'on nous apprenait à faire la cuisine. Qui sait si ces étoiles n'étaient pas un présage de celles que Michelin octroierait un jour ? Notre cheftaine, Miss Smith (si, si, c'était bien son nom et nous l'adorions) nous emmenait dans sa cuisine et nous montrait comment préparer le thé. Il ne fallait pas oublier d'ébouillanter la théière pour la réchauffer.

En grandissant, nous devenions éclaireurs et abandonnions ces puérités : nous apprenions à faire des ragoûts ¹. Nous allumons nos feux contre le mur qui séparait notre école, composée de maisons de bois, de l'énorme école publique d'à côté, où l'on portait l'uniforme.

Ainsi, lorsqu'il me revient, chez nous, d'assurer la charge de la cuisine, je suis parfaitement préparé. 'Toujours prêt' était notre devise et, assurément, je le suis resté.

Etant d'un naturel modeste (ne l'ai-je pas déjà dit ?), je reconnais que la variété de mes plats n'est pas à la hauteur de mes efforts. Des œufs brouillés (qui commencent normalement par une omelette et se terminent parfois en cet autre état) et une pomme pour dessert peuvent devenir monotones, même pour le plus stoïque des convives. Il n'était que temps, pensé-je, de glisser un peu d'épicurisme dans mes efforts et d'élargir mon répertoire.

Quel ne fut pas mon bonheur de tomber, au hasard de mes lectures, sur « *Les Maîtres Epicuriens du Monde* », description d'un repas spécial organisé à Bangkok pour quarante personnes triées sur le volet, comprenant des grands patrons de *Fortune 500*, le propriétaire d'un casino de Macao et celui d'un hôtel de Taiwan. L'étudier attentivement, me permettrait, j'en étais sûr, d'ajouter quelques touches épicuriennes à mes spécialités culinaires.

Six Chefs trois étoiles au Michelin (étaient-ils d'anciens louveteaux ?) avaient fait spécialement le voyage pour préparer ce repas. Si quarante personnalités avaient eu besoin de six Chefs à trois étoiles chacun, alors un Chef pour nous deux devrait suffire, à une ou deux étoiles près. Le repas comportait dix plats ; en appliquant la même formule nous n'en aurions besoin que d'un seul pour nous deux.

Ce principe bien établi, je me tournais vers le menu.

On y trouvait la *Coquille Saint-Jacques aux truffes* : Antoine Westermann, du Buerhiesel, restaurant trois-étoiles de Strasbourg, indiquait qu'il avait émincé cent grammes de truffes du Périgord (d'une valeur d'environ \$ 350) sur chaque assiette.

Je connais bien les coquilles Saint-Jacques (*scallops*, en anglais non-gastronomique) ². Il y avait près de chez nous à New York un restaurant que nous fréquentions régulièrement. On y trouvait, soit de petites *Bay scallops*, soit des grandes de qualité ordinaire. Les connaisseurs choisissaient celles de la Baie ³. Je me

¹ La voilà, enfin, la preuve du bien-fondé de l'exception culturelle chère aux Français ! Lorsque j'étais moi-même éclaireur, il y avait, lors de chaque camp, une journée *concours de cuisine* entre les patrouilles de notre troupe. Nous aurions été gênés de ne présenter que de simples ragoûts (stews) au jury composé de nos ... chefs ! (NdT)

² Les pèlerins se rendant autrefois à Saint-Jacques de Compostelle, accrochaient à leur houppelande cette coquille, à la forme bien connue des gastronomes, pour leur servir d'écuelle et aussi pour demander l'aumône. (NdIR)

³ Les « scallops » de Napeague Bay - entre le « tip » de Long Island-NY et le continent - que les pêcheurs locaux - ceux de Montauk par exemple - refusent énergiquement de vous vendre avec leur exquis corail qu'ils rejettent à la mer, sous prétexte que le Ministre de l'Agriculture américain a déterminé que la meilleure partie de la coquille Saint-Jacques est « detrimental » pour votre santé. Espèce de sauvage ! Je parle du ministre, bien entendu. Qu'en sait-il ? J'ai toute ma vie mangé en Europe le délicieux corail des Saint-Jacques et me trouve en parfaite santé. Les poissons de la baie de Montauk, qui s'en nourrissent quotidiennement, aussi. (NdT)

rendis donc à la Migros mais n'en trouvais point. Je me rabattis donc sur un paquet de crevettes à 11,50 Fr seulement, battant ainsi M. Westermann. Il faut savoir vivre dangereusement !

Il y avait aussi au menu un autre plat, une *Crème brûlée de foie gras* proposée par Alain Solivérès, le Chef de Taillevent à Paris. Les dîneurs se voyaient servir des vins tels qu'une Romanée-Conti 1985, un Château Mouton-Rothschild 1959, un Château d'Yquem 1967 et un Château Palmer 1961. Le foie gras en question était accompagné d'un Champagne Cristal à plus de \$ 500 la bouteille (l'un des vins les moins chers du menu).

Je n'avais d'autre choix que de suivre cet exemple. Le vin le meilleur marché à la Coop du coin était à 7,50 Fr. La bouteille correspondait à ce qu'un jury de dégustation populaire aurait appelé un Château Groquitache (Cuvée Petit Saconnex). Trichant un peu, j'osai une bouteille à 9,50 Fr.

Venait ensuite un *Tartare de Bœuf de Kobe avec son caviar Beluga Impérial*. Le Beluga ? N'était-ce pas celui-là même qu'affectionnait James Bond ? Maintenant que l'esturgeon a quasiment disparu, ces pauvres milliardaires doivent souffrir des restrictions. En attendant, ils pouvaient toujours se rattraper avec les *Huîtres de Belon et mousseline de pattes rouges d'Ecrevisses avec leur infusion de Morilles*. Résistant à toutes ces tentations d'être infidèle à mes habitudes modestes, je me limitai à l'infusion et choisis, avec beaucoup de soin, une Camomille 2007.

J'étais donc prêt pour mon repas. Bien qu'inspiré par le menu de Bangkok à 25.000 dollars par tête, le mien me revenait à 25,50 francs. J'hésitai encore sur la *Crème brûlée au foie gras*, mais elle avait l'air de mélanger entrée et dessert. C'est pourquoi je ne fus guère surpris, quelques jours plus tard à peine, d'apprendre que Taillevent s'était vu retirer une étoile et, après 34 ans de gloire trois-étoilée, était retombé lourdement au statut d'un deux-étoiles. Je suis tolérant mais il y a des normes en dessous desquelles je ne saurais descendre : je ne voyais plus aucune raison de m'accrocher à l'étoile déclinante de Taillevent.

Toutefois, ma bonne étoile à moi continua à briller lorsque je tombai sur le récit de la célébration des quatre-vingts ans de Paul Bocuse, le Chef des Chefs, fêtés à Monte-Carlo. La voilà donc mon alternative au fiasco des trois-étoilés de Bangkok !

Quatre-vingts Chefs du monde entier (ou le tour du monde en quatre-vingts Chefs ?) avaient, sur trois jours, préparé des repas pour 330 convives. Cela faisait à peu près un Chef pour quatre clients ; aussi mon ratio d'un Chef pour deux clients était-il généreux. Le Chef du restaurant Tetsuya's de Sydney avait confectionné un *Rouget lentement rôti sur sarrasin en vinaigrette* ; Stiansen du Statholdergaarden à Oslo, un *Filet de renne au poivre avec sa crème de champignon et de chou-fleur*. Et le *Consommé de cèpes au foie gras* était proposé par Ito-san du restaurant parisien Hiramatsu.

Je relevai qu'au menu du brunch du dimanche figuraient les *Œufs brouillés aux oursins*. Bon, me dis-je, les oursins c'est plutôt banal, on en trouve comme on veut. Alors que les œufs brouillés, attention ! M. Alain Ducasse, qui avait organisé ce cirque gastronomique de trois jours, paraissait bien avoir volé ma recette ! Tous les coups sont permis en amour et en cuisine. Nous autres Chefs, nous nous empruntons mutuellement nos recettes. Aussi ne fis-je point de scandale. Je me contentais de grimacer un petit sourire et me mis à casser quelques œufs pour mon omelette... ou pour mes œufs brouillés, selon ce qui allait sortir de ma poêle.

1er avril 2007

Aamir Ali



HUMOUR

Réformes de l'enseignement

Jusqu'en 1970 : Enseignement traditionnel :

- Un paysan vend un sac de pommes de terre 100 Fr ;
- Ses frais s'élèvent aux $4/5^{\text{èmes}}$ du prix de vente ;
- Quel est son bénéfice ?

1980 - Enseignement allégé :

- Un paysan vend un sac de pommes de terre 100 Fr ;
- Ses frais s'élèvent aux $4/5^{\text{èmes}}$ du prix de vente, c'est à dire 80 Fr ;
- Quel est son bénéfice ?

1990 - Enseignement réformé :

- Un paysan échange un ensemble P de pommes de terre contre un ensemble M de pièces de monnaie ;
- Le cardinal de l'ensemble M est égal à 100 et chaque élément sigma de M vaut 1 Fr ;
- Dessine 100 gros points représentant les éléments de l'ensemble M ;
- L'ensemble F des frais de production comprend 20 points de moins que l'ensemble M ;
- Travail demandé : Représente F comme un sous-ensemble de M et répond à la question : « Quel est le cardinal de l'ensemble B des bénéfices ? »

2000 - Enseignement restructuré :

- Un paysan vend un sac de pommes de terre 100 Fr ;
- Les frais de production s'élèvent à 80 Fr et le bénéfice à 20 Fr
- Travail demandé : Souligne de la couleur de ton choix le mot « pommes de terre » et indique s'il s'agit d'un produit : a) de la terre, b) de la mer , c) autre (préciser)

2007 - Enseignement assisté par ordinateur :

- Un producteur de l'espace agricole câblé sur ADSL consulte en conversationnel une data-bank qui display le day-rate de la pomme de terre ;
- Il load son progiciel SAP/R3 de computation fiable et détermine le cash-flow sur son écran pitch 0,25mm Energy Star ;
- Dessine avec le mulot le contour D du sac de pommes de terre puis logue toi au réseau DBP (Deep Blue Potatoes) via le SDH, boucle 4,5, et extrais de MIE le graphe des pommes de terre ;
- Travail demandé : Respecte-t-il ainsi les normes ANSI, ISO,EIAN, CCITT, AAL ?

2050 - Enseignement avancé :

- Qu'est-ce qu'un paysan ?
- Qu'est-ce qu'une pomme de terre ?





LIVRES REÇUS

Dix ans d'ONU au fil des mois, par Jean-Michel Jakobowicz

Publié par Publishing Service, United Nations, Geneva

En vente à la Librairie des Nations Unies, Bâtiment E, Palais des Nations, Genève

Dédié à Kofi Annan, ancien Secrétaire général des Nations Unies, ce livre retrace dix ans d'ONU vue de l'intérieur.

Pour le sixantième anniversaire de l'ONU, pourquoi ne pas présenter les événements de l'Organisation à travers les éditoriaux du magazine des fonctionnaires internationaux à Genève, *UN Special*.

« Jean-Michel Jakobowicz, son rédacteur en chef, porte un regard souvent pertinent, parfois subversif, sur l'Organisation, ses réformes, ses lourdeurs, ses tragédies, ses espoirs, ses réussites. Quel que soit le sujet choisi, la décision, l'humour, l'attaque, les métaphores, les associations d'idées sont habilement employées et ne laissent souvent pas indifférent. Ce que Jean-Michel Jakobowicz aime avant tout, au-delà d'informer, c'est susciter une réaction. Le ton est souvent choisi pour faire réfléchir, se poser des questions, les bonnes de préférence » (*Avant-propos des membres du Comité de rédaction de UN Special*).

Ces pages sont un hymne à l'absurdité de la bureaucratie onusienne qui à elle seule représente la quintessence de toutes les bureaucraties du monde. Malgré ces critiques, l'auteur reste un fervent défenseur de l'ONU et de ses idéaux.

N.B. Jean-Michel Jakobowicz signera son livre lors du déjeuner de l'AAFI-AFICS, mardi 19 juin 2007, au BIT à 12h00.

EDITORIAL

The Light and the Shadow

The *Place des Nations* was reborn on 29 March 2007 and now provides a daily feast for the eyes. Its esplanade faces the entrance to the Palais des Nations, with its avenue of colourful flags and gives us a glorious spectacle of fountains spouting straight up from the ground. They work on the principle of *Dry Fountains*; that is, fountains without any basins or pools of water. Eighty-four of them, controlled by a computer, so they can compose a variety of effects – chosen to suit the weather and the circumstances – ranging from the simplest to the most sophisticated.

The esplanade itself is built of granite blocks of varied hues, matching the colours of the rainbow and symbolizing the diversity of nations.

Work on this took three years - to the great annoyance of pedestrians and even more of motorists - but the result is spectacular. Geneva has done well: the renovated *Place* is a festival. In their architectural efforts of recent years, the Republic and Canton, together with the City of Geneva, certainly did their best for the *Place des Nations*.

So much for the light. What about the shadow? It's just as well that in front of the iron grill of the Palais – where peace continues to be the focus of the United Nations - the sentinel remains and keeps its watch for no one must be allowed to forget man's constant inhumanity to man. It is a silent watch; the Chair is back; the 'Broken Chair' with the torn off leg', symbol of the violence of wars, an image as powerful as Picasso's *Guernica*. It was donated to Geneva by *Handicap International* in 1997 when the Treaty Prohibiting Anti-Personnel Mines was signed in Ottawa and was installed temporarily ...for three months. But who could dare to remove this mute reproach, this condemnation of 'legal murder'; legal because it is tolerated, perhaps even encouraged, by certain States?

We know that anti-personnel mines are most deadly for civilian populations. Dispersed in 83 countries, they continue to kill and to maim long after an 'official' war is over. They claim 15,000 to 20,000 victims every year, mostly in rural areas. They mutilate men women and children: their horror knows no distinctions.

The 'Broken Chair' is there to call on all civilized States to stop producing anti-personnel mines, to destroy those that they already possess, and to clear them from countries where they continue to ravage the population. In a word, to apply the Treaty of Ottawa of 1997, ratified so far by 154 States; alas, these do not include some who should be setting an example ¹.

The third of December 2007 will mark the tenth anniversary of the signing of this Treaty. Let's hope it will be fittingly observed by the UN, generally so particular about commemorating anniversaries. Now, here's an idea ! On that day, why not close the Pregny Gate of the Palais des Nations through which delegates pass daily, and open the entrance of the Place des Nations, watched over by the 'Broken Chair'? And of course turn on all the fountains in their full majesty.

Jean-Jacques Chevron

¹ States which have *not* yet signed the Ottawa Treaty: Armenia, Azerbaijan, Bahrain, Bhutan, China, Cuba, Egypt, Finland, Georgia, India, Iran, Iraq, Israel, Kazakhstan, Kirghizistan, Kuwait, Laos, Lebanon, Libya, Lithuania, Micronesia, Mongolia, Morocco, Myanmar, Nepal, North Korea, Oman, Pakistan, Palau, Russia, Saudi Arabia, Singapore, Somalia, South Korea, Sri Lanka, Syria, Tonga, Tuvalu, United Arab Emirates, United States, Uzbekistan, Vietnam.

NEWS FROM AAFI-AFICS

DATES TO REMEMBER

19 June 2007 , 12h30	Summer lunch at the ILO Restaurant (<i>Aperitifs from 12:00</i>)
11-16 September	Autumn excursion to Ireland
30 October 2007, 12h30	Autumn lunch at the ILO Restaurant (<i>Aperitifs from 12:00</i>)
Every Wednesday* 09h30 – 12h30	Permanence in Office C.455-1, Palais des Nations, Geneva Tel. 0041 22 917 3330

***N.B. THERE WILL BE NO PERMANENCES DURING THE MONTH OF AUGUST 2007**

1 st & 3 rd Wednesday each month	The <i>Amicale du Soleil</i> meets for an informal lunch at the Café du Soleil Petit-Saconnex, Geneva. Tel. Ed Sackstein: 0033 450 407 160
---	---

On 1 May 2007 AAFI-AFICS welcomed its 3'500th member



BUREAU OF THE AAFI-AFICS COMMITTEE

As a result of the statutory election of nine of the Committee members (see AAFI-AFICS *Bulletin Vol.66, N° 1*, paras 2-4 – the Committee's Report to the General Assembly on 6 March 2007), at its meeting on 8 March 2007, the Committee was called to appoint its Bureau for the period 2007 – 2009. The following were unanimously re-elected: **Chairman:** Jean-Jacques Chevron - **Vice-Chairmen;** Jacques Bacaly (Health), Elisabeth Belchamber (Management), Jean Hanus (Pensions) - **Treasurer;** Venkataraman Narasimhan - **Secretary;** (vacant).

However, Jacques Bacaly having expressed the wish that his third mandate should be limited to a few months only, the Committee, at the invitation of the Chairman, thanked him warmly for his contribution to the work of the Committee, and proceeded to elect **Roger Eggleston** to succeed him both as **Vice-Chairman** of the Committee and **Chairman of the Health Commission**. Roger Eggleston joined the Committee in 2005. In the Health Commission, he has been the coordinator of the activities on long-term care.



AAFI-AFICS GENERAL ASSEMBLY

Minutes of the 67th Session (Tuesday 6 March 2007 - 9 h 45 - ILO Headquarters)

1. Opening of the Session

Mr Jean-Jacques Chevron, Chairman of AAFI-AFICS, welcomed the participants - members of the Association and officials representing their Organizations. He was happy to note that the Secretaries of two important Health Insurance Schemes – Messrs P. Goergen (UNOG) and C. Kunstler (ILO/ITU) were also present, as well as Mme R. De Leers, Chief of the Geneva Office of the UN Joint Staff Pension Fund.

2. Election of the President of the General Assembly

2.1 Mr Aamir Ali proposed that Mr. Manuel Carrillo preside over the General Assembly, noting *inter alia* his particularly distinguished career as an official of ILO beginning in Montreal in the mid-1940s.

2.2 Mr Manuel Carrillo was elected President by acclamation.

2.3 Mr Manuel Carrillo thanked the Assembly for his election. He was pleased to preside over this session. For him, the role of AAFI-AFICS was as crucial as it ever had been, and he hoped the participants in the General Assembly would commit themselves to continue to strengthen the Association.

3. Adoption of the Agenda

The provisional agenda was adopted.

4. Announcement of the result of the 2007 statutory election to the Committee

4.1 In preparation for the partial biennial renewal of the Committee, a call for candidates had been launched through AAFI-AFICS *Bulletin Vol.65, No.4* in September 2006. Of the nine members whose four-year term would end in April 2007, six had stood for re-election: Jacques BACALY, Jean-Jacques CHEVRON, Odette FOU DRAL, Jean HANUS, Klaus NETTER and Dev RAY. Katia CHESTOPALOV, co-opted in 2006 to replace a member who had resigned, was standing for the first time (art.19 of the Statutes). Two members did not wish to stand again: Stanislas FLACHE and Robin PERRY. Two new candidatures had been received in the secretariat by the deadline of 15 November 2006 from Samuel MBELE-MBONG, former staff member of the World Meteorological Organization, and Gerald WALZER, former staff member of the High Commission for Refugees.

4.2 The number of candidatures received by 15 November - nine in all - was thus equal to the number of vacant seats. The AAFI-AFICS Committee, in accordance with past practice in similar circumstances and as authorized by art. 17.5 of the Statutes, had

therefore decided that it would not be necessary to initiate an election process since all the candidates would be considered elected *de facto*.

4.3 The Committee was thus presenting for promulgation by the Annual General Assembly of AAFI-AFICS on 6 March 2007 the election of the following nine candidates: Jacques BACALY, Katia CHESTOPALOV, Jean-Jacques CHEVRON, Odette FOU DRAL, Jean HANUS, Samuel MBELE-MBONG, Klaus NETTER, Dev RAY and Gerald WALZER. Biographical notes on Messrs S. MBELE-MBONG and G. WALZER were published in the AAFI-AFICS *Bulletin* of December 2006.

4.4 The General Assembly concurred with the promulgation of these candidatures; it expressed its congratulations to those elected and its thanks to those who were leaving the Committee for their invaluable contribution.

5. Report of the Committee

5.1 The President invited the Chairman of the Committee, Mr Chevron, to introduce the report, which he suggested be taken section by section.

5.2 Mr Chevron recalled that the Committee's report for the year 2006 was contained in the AAFI-AFICS *Bulletin (Vol.66, No.1, February 2007)*. He suggested that the Committee members responsible for Pensions, Health and Social Welfare respectively, give brief presentations and answer the questions that might be asked by participants.

5.3 Referring to paragraph 1 of the Report of the Committee, and more particularly the small increase in the number of members in 2006 (3'443 on 31 December 2005 – 3'485 on 31 December 2006), Mr Chevron outlined the Committee's efforts to increase the membership of AAFI-AFICS. This is essential, not merely to augment the financial resources of AAFI-AFICS – although the result would be most welcome – but to reinforce the compound strength of all retirees of the UN system grouped in the associations members of FAFICS and, consequently, the weight of their representation in all bodies in the protection of their interests, especially as regards pensions and health insurance. Members of AAFI-AFICS should explain this to all their colleagues and friends who have not yet joined the Association. The AAFI-AFICS Committee is at present examining several new ways and means of attracting new members and making AAFI-AFICS better known. It is essential that our members help the Association to spread by word of mouth information on our activities and those of the Federation of Associations of Former International Civil Servants. Amongst other actions, the AAFI-AFICS Committee intends to strengthen its presence at the pre-retirement seminars and strive to make the Association better

known to those who are about to retire. A list of AAFI-AFICS publications has been prepared and will be available in the meeting room. All our publications can be obtained either electronically or on paper.

5.4 Speakers from the floor supported the Committee's efforts and agreed with the need to make the activities of AAFI-AFICS more widely known:

- a) through associations of retirees of member organizations and in particular social activities of these associations;
- b) by preparing a pamphlet on "what AAFI-AFICS is and does" which should also be available at such social events;
- c) by expanding diffusion of the AAFI-AFICS Bulletin.

5.5 **Relations with other Associations of Former International Civil Servants in Geneva, and**

5.6 **Relations with the Federation of Former International Civil Servants (FAFICS) and its members.**

The Assembly took note of the information contained in the Annual Report.

5.7 **Pensions**

5.7.1 At the opening of the discussion of the Committee's report on Pensions, Mrs Nathalie Tschyrkov explained that she remained concerned at the progress in respect of the issue of the survivor's benefit provisions for divorced surviving spouses (most often referred to in terms of Article 35 bis of the Pension Fund Regulations). For her there appeared to be general agreement between the UN Women's Guild (which she represented) and FAFICS - as well as AAFI-AFICS and others on the Pension Board. Yet, two issues appeared not to have gained common accord. She felt that consideration of these might best be left to 2008 but that action should be taken on those matters upon which agreement had already been reached.

5.7.2 For the Committee, M. Jean Hanus confirmed that AAFI-AFICS' position largely followed that of the UN Women's Guild but that the difference of views with the New York retirees on these matters would have to be resolved by the FAFICS Working Group on the matter which was coordinated by the President of the Federation.

5.7.3 In this connection, and in response to additional questions, Mr Hanus underlined the problems associated with the length of time it took to reach conclusions in the Pension Board. For example, Article 35 bis had been adopted in 1998; shortly thereafter, difficulties with its application had appeared. Yet, notwithstanding proposals made by AAFI-AFICS already in 2003, it was unlikely that matters would be resolved before 2008. Another example could be found in the slow processing of the proposals made by the retirees concerning the periodic adjustment of pensions to the increase in the cost-of-living. These proposals, aiming at speeding up the adjustments are before the Board since more than a year but will be discussed only in 2008 for possible implementation in 2009. To help remedy the delays in decision-making, the Board had decided that it should, henceforward, meet annually rather than every two years. This should help to speed things up. Responding to an enquiry about the next

adjustment to the cost-of-living, M. Chevron informed the Assembly that in April pensions for retirees living in France should be increased by 3,2 percent. There will be no change for pensions in Switzerland.

5.7.4 Referring to pension matters in general, Mr Hanus recalled that the Pension Fund had existed for some 60 years during which it had successfully passed through many economic difficulties. Indeed it had been built in such a way that it would withstand such crises. Nevertheless there were questions about the management of the investments of the Fund as had been seen at the Nairobi session of the Board in 2006. The Chairman of AAFI-AFICS had written a further article on the matter which would appear in the next issue of the Bulletin. The membership should be aware, however, of the overall robustness of the Pension Fund.

5.7.5 Mrs Renata De Leers (UNJSPF Office in Geneva) underlined the strength of the Pension Fund. A recent study (by Towers Perrin) of defined benefit (DB) pension plans of 79 *Fortune 100* companies had shown that the UN Pension Fund was ahead both in terms of the average financial return (13.3% for the UNJSPF as opposed to 12% for the *Fortune 100* companies) and funding levels (140% for the UNJSPF as opposed to 102.4% for the *Fortune 100* pension plans). At the local level, Mrs De Leers informed the Assembly that from 1 January 2007 a Client Servicing Unit had been established within the Geneva Office of the Fund Secretariat. It was situated in rooms D 112 and D 114 at the Palais des Nations and was available from 08h30 to 17h30 (and by telephone from 07h30) on working days to receive inquiries from participants, beneficiaries and retirees. She also informed the Assembly that a note had been prepared which provided details of the procedures for the selection of the "dollar track" or the "local track" by surviving spouses of retirees.

5.7.6 In response to a question from Mr Juan Amunategui, the Chairman of AAFI-AFICS provided an exposé about the concerns of the retirees at the Nairobi 2006 Pension Board meeting in respect of the proposal from UN USG Christopher Burnham, the then Representative of the Secretary General for the PF investments, to "externalize" the management of some of the assets of the Fund. He insisted that the issue was not that of the "externalisation" of asset management, but rather of the manner in which the proposals had been put forward without prior studies and consultation of the Board, and the manner in which Mr Burnham had attempted to short-circuit the normal procurement procedures in order to select a private sector company to administer some of the Fund's assets.

5.7.7 The retirees (together with the representatives of participants in the Board), he said, had insisted that appropriate studies had to be conducted before taking such a step. The Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions (ACABQ) had insisted that preliminary studies were required. In December 2006 the UN General Assembly had agreed that outsourcing go ahead but underlined that the proper procurement procedures should be followed in such a process. Bids had been sought, and it was understood that 13 asset management firms had responded. More details should be available by the July 2007 session of the Pension

Board. The AAFI-AFICS Chairman underscored a second time that the fact of externalizing asset management was not in itself inappropriate; it was to be kept in mind that a number of specialists in the management of the Fund's assets had left the Fund Secretariat in recent years. It was, however, essential to ensure that the process was fully transparent and that the necessary studies and consultations were undertaken. The Committee of AAFI-AFICS would keep members informed about this matter through the Bulletin.

5.7.8 Mr Arthur Askew thanked Mr Chevron for his comprehensive analysis of the "crisis" which had arisen at and following the 2006 session of the Pension Board. This had greatly helped dispel the concerns of the membership about this issue.

5.7.9 In response to a question related to the difficulties of retirees entering the Palais des Nations by car to visit the Pension Fund Secretariat or other entities like the Staff Mutual Insurance Society, the MEC, the GPAFI or the AAFI-AFICS Social Welfare Officer, the Chairman reassured the Assembly that this matter remained a serious preoccupation for the Committee. The matter of car-parking was likely to get worse as 400 of the current 2000 parking places were to be suppressed as they were considered by UN Security specialists at Headquarters in New York to be too close to the walls of the building and hence a security risk. He confirmed that there were no problems for those on foot. He also confirmed to the Assembly that he had been assured by the UNOG Administration that retirees with difficulties with mobility would - with appropriate advance warning - be allowed to enter the Palais grounds by car to visit the UNJSPF secretariat etc.

5.7.10 The representative of the Pension Fund Secretariat confirmed that the access of pensioners was equally of concern. The Secretariat was looking into finding alternative accommodation outside the Palais des Nations *inter alia* to alleviate this problem of access.

5.8 **Taxation**

5.8.1 Mr Klaus Netter introduced the section of the Committee's report on taxation, and confirmed that the advice from the Geneva lawyers retained by the Committee had been against requesting the Geneva authorities to reconsider the tax on pensions in the light of decisions made in Denmark and Germany which had limited taxation of pensions to what was deemed the interest portion thereof. Lawyers had considered that this was more of a political matter.

5.8.2 In that connection, Mr Alfons Noll considered that the authorities at WTO be invited to raise the matter in the context of the "revised" host agreement provisions obtained at the time that WTO was formally established in Geneva; these provisions had included a decision to look into tax on pensions at a later stage. Mr Netter had already raised this matter with colleagues in WTO, but the administration did not seem willing to take up this issue for the present.

5.8.3 The AAFI-AFICS Chairman thanked Mr Noll for the suggestion about WTO. He noted that a working group of the ILO section was also working on the

question of taxation of pensions. The Committee had expressed its willingness to work with the ILO retirees on this matter and was awaiting a reply from the Section.

5.8.4 Mr Mario Tavelli (ILO Section of Former Officials) expressed surprise as he considered that the AAFI-AFICS Committee had said it would not participate with the ILO Group working on the taxation of pensions; yet now the Chairman said they would do so. Nevertheless, he looked forward to their meeting together and doing good work.

5.8.5 A paper prepared by the Working Group of the Staff Union and the Section of former officials of the ILO - tabled during the General Assembly - criticizing the method that had been successfully employed in Canada to obtain tax exemption on that portion of their pensions to which staff members had themselves contributed, raised no comment by the Assembly.

5.8.6 Mr John Fraser, recalling his several encounters with "unsympathetic" tax authorities over many years, reflected that pensioners in Geneva might best keep things as they were!

5.8.7 Mr Anders Tholle confirmed that in Denmark taxation on pensions was only on that portion of pension payments which had been deemed to result from interest earned on the capital invested by active staff (participants) and organizations in the Fund. The annual tax rates had thus been set at some 3.6% of pension income. Pensions in Sweden were also now tax-free. Mr Tholle commented that the reduction obtained in Denmark on the taxation of United Nations pensions had not led Danish citizens living abroad, such as he himself, to leave the country where they had chosen to reside to return in large numbers to live in Denmark.

5.9 **Health**

5.9.1 Mr Jacques Bacaly, introducing the Committee's report, and subsequently Dr Alain Vessereau, reported on the work the long-term care group of the Health Commission had undertaken in respect of contacts with the Fédération Genevoise des Etablissements Médico-Sociaux (FEGEMS). FEGEMS had concluded agreements with all local private health insurers and the long-term care group had wished to review whether such agreements could be entered into with the UN system Health Insurance plans applied in Geneva. Could, in fact, the UN schemes join the FEGEMS convention?

5.9.2 There were certainly administrative advantages in such collaboration:

- in terms of management of charges;
 - that beneficiaries would know where they stood in terms of the amounts of their benefits;
 - in terms of the confirmation that the UN schemes were indeed compatible with those protected under LAMal (the Swiss health insurance legislation);
 - and, not least, in the greater integration of retirees in the local society like any other "local citizens".
- The Health Commission would continue to pursue this matter.

5.9.3 In respect of the general question of coverage of health insurance schemes, Mr Bacaly remarked that the governments of the member States of the different organizations were extremely reticent to any increase in contributions, which made it difficult for the insurance societies to envisage improvements in their coverage, especially in regard to long-term-care.

5.9.4 *Corrigendum to paragraph 32 of the Report* : the ILO Section of Former Officials specified that it was only at its "insistent and repeated" request that the ILO had made the necessary arrangements for the seasonal anti-flu vaccination of retirees.

5.10 **Social Welfare**

Introducing the relevant section of the Report and on behalf of the Committee, Mr Anders Tholle expressed special thanks to Mrs Nana Leigh, the AAFI-AFICS Social Welfare Officer. He noted that she continued to provide an unequalled service to all former international civil servants (not only AAFI-AFICS members) who, for whatever reason, faced personal difficulties and call upon her. Her work was of the highest order and the Committee were grateful to her for her commitment and assistance.

5.11 **Assistance to Members and the AAFI-AFICS Secretariat**

5.12 **Seminars**

The Assembly took note of the information contained in the Annual report.

5.13 **Publications**

The list of AAFI-AFICS and related publications was noted (attached for reference). It was underlined that

these publications could be sent to members by electronic means as well as regular mail.

5.14 **Adoption of the Report**

The General Assembly adopted the Report of the Committee unanimously.

6. Accounts for 2006 and related matters

6.1 The statements of accounts were presented by the Treasurer, Mr. Venkataraman Narasimhan, who expressed gratitude to the auditors for their collaboration, and to Mr. André Weber who had prepared the French version of these documents. He noted that the Membership Fees for 2007 had been increased, by the Committee, for the first time since 1984.

6.2 Mr Anthony Ingram expressed the auditors' appreciation of Mr Narasimhan's willingness to answer numerous questions with good grace. There were no qualifications to the accounts and he proposed that the General Assembly approve the Balance Sheet as at 31 December 2006 and the Income and Expenditure Account for the Year ended on 31 December 2006. This was carried by acclamation.

7. Appointment of two auditors for 2007

The Assembly reappointed Messrs Anthony Ingram and Robert Yazgi as auditors for 2007.

8. Any other business

There being no other business, the 67th session of the General Assembly was closed at 12h00.



LET'S GO TO THE PALAIS : BY FOOT, ON HORSEBACK OR BY CAR ?

Recently Aamir Ali in one of his articles reminded us of the pleasures of going to work in one of those old tramcars of the Geneva public transport system. All that is finished. Today, we commute almost exclusively by car. The replies to a questionnaire on a "Sustainable transport plan" - launched by UNOG in an effort to find a solution to the headache that is going to result from the forthcoming suppression 400 parking places at the Palais des Nations – showed this quite clearly. Let us analyse the situation below.

First, almost half (47%) of the staff working in the Palais responded to the questionnaire, which is not a bad result for a written survey. Those working at the Palais Wilson (14%) and the International Environment House (19 %) didn't bother, probably because they have no car parks to use, and have no choice other than to leave their car at home.

The distribution by means of transport indicates that most staff members (78%) use their own cars to go to work. Public transport is seldom used (5%). Even fewer practice "gentle" mobility, i.e. walking (3%) and cycling (2%).

Almost half of the staff (48%) estimate they take less than half an hour to go to work, and 49% take over 30 minutes. Of these, only 10% lucky individuals take less than 10 minutes door to door, while an unlucky 7% live over an hour's journey from the place des Nations.

They do not, nevertheless, make the trip in one go. 26% are parents and either drop off or collect their children from school. About once a week they go shopping (48%), have leisure activities and do sport (26%), or go to the post office or bank (12%).

Very few – only 10% – go home for lunch every day, probably those who live within 10 minutes of the Palais. More than half (54%) choose the cafeteria, bars and even the 8th floor restaurant if they can afford it. Once or twice a week, 19% make a change of scene by going to a nearby restaurant.

The questionnaire then goes into more delicate areas: are our active colleagues prepared to change their habits? Surprise! The replies are more subtle, except that over 65% categorically refuse the idea of walking or cycling, mainly because of the sudden climatic changes that occur in the region. This is understandable, especially on days when there is a snow storm (less frequent than before) or a heat wave (which is becoming more frequent).

Even if 40% of the motorists continue to prefer to drive to work, the others (over 50% all the same) state that they would be prepared to change their habits. However, although they might accept – if not entirely willingly but because there is no other alternative, they would do so only under certain conditions. Thus, 30% would not want to take much more time to commute than at present and 20% wish to find Park & Ride facilities available on the route from home to work. They also hope that they could, occasionally, drive to work ! As for using public transport rather than the car, 6% are quite prepared to make the change, 17% would do so only if they can benefit from financial assistance, while 19% would accept on condition that they can nevertheless from time to time commute by car.

Over 40% of staff members would be willing to car-pool, 20% on condition that there is an efficient system to put people in contact with one another, 19% wish to be acquainted with their pool partners, and 33% want to have the means to go home in case of emergency. .

The UNOG Administration is confident that there are possibilities for finding alternative means of transport and is determined to develop a Sustainable Transport Plan by proposing measures that will take account of the comments voiced in the survey.

Meanwhile, staff members of those Organizations that have the good fortune to be able to park in vast underground garages (we will mention no names to avoid jealousy) keep to themselves, whistle and look the other way.

Retirees, my brothers and sisters, how lucky we were in the good old days, and we didn't even know.

J J.C.

NEWS FROM OTHER ASSOCIATIONS

BAFUNCS, UNITED KINGDOM

The BAFUNCS Newsletter of March 2007 contained the report of the Association's Executive Committee for 2006-2007. In her report, the Chairman, Patricia Brown, mentioned that while the past year had been a fairly quiet one for the Executive Committee, individual members of the Executive Committee had been working extremely hard answering questions from members, bereaved widows or widowers and others wanting various sorts of information. She mentioned an increasing problem, which is the number of queries that BAFUNCS officers receive from non-members, who subsequently resist every attempt to get them to join the Association (a problem which AAFI-AFICS has also encountered with some of the callers on its services).

Ms. Brown expressed her regrets at having to say good bye to the BAFUNCS President, Erik Jensen and to the Executive Committee's Secretary, Sheila Cooper, both of whom will be leaving office at the end of the 2006-2007 legislature. She expressed her most sincere thanks to both of them for the support and services they have rendered to BAFUNCS for the last six years.

The 2007 Annual Reunion and General Assembly of BAFUNCS takes place in Eastbourne 11-13 May 2007. Two guest speakers will address the Reunion, Edward Mortimer, formerly Director of Communications in the Office of the UN Secretary-General will speak on the "Kofi Annan Years", and Mr. Simon Maxwell, Director of the United Kingdom Overseas Development Institute will talk on "United Nations Reform; What Next?".

Readers interested in further information about BAFUNCS can consult their website at <http://bafuncs.imo.org/home.htm>

(BAFUNCS Newsletter–March-2007)

ITU STAFF UNION'S SECTION OF FORMER ITU STAFF

The Section held its annual meeting on 8 November 2006. It was presided over by Lazlo Mercz. As statutory questions, such as the annual financial report are treated within the framework of the ITU Staff Union's General Assembly, this meeting was concentrating on the social and recreational activities of its members, as well as on the important work carried out by the Section's bureau, its Secretary, and the volunteer translators. President Jean Balfroid reported on the contacts which had taken place with officials and services of particular interest to pensioners, such as pensions and health. Several members of the Section had participated in a Seminar for the Preparation of ITU staff for their future retirement. The President reminded the meeting of the need for "new blood" on the occasion of elections to the Bureau, which would take place at the end of the year.

The Section has a website at <http://life.itu.ch/retraite>

(Bulletin de la Section des Anciens Fonctionnaires de l'UIT-December 2006)

AFICS-NEW YORK

Memorial service for Arthur Liveran

Some 100 former colleagues and friends attended a Memorial Tribute to Arthur Liveran, former Secretary of the United Nations Joint Staff Pension Fund, held on 21 November 2006 at the Church Center for the United Nations, New York. The tribute was organized by Mr. Liveran's wife, Marcia, FAFICS, the UN Joint Staff Pension Fund Secretariat and AFICS-New York, the latter was also responsible for its preparation.

Mr. Liveran passed away in New York City on 9 November 2005. He had served as Secretary of the Pension Board and the Pension Fund Secretariat from 1963 to 1983. Prior to becoming the Pension Fund Secretary, he had been a member of the Pension Board and he served as the Chairman of the Board in 1957 and 1958. Among the many tributes made at this memorial service was one from the UN Secretary-General: "Arthur's outstanding work for the United Nations, including his many achievements as Chairman of

the UN Joint Staff Pension Board and then as its Secretary, stand as his legacy. His work with the Board had a decisive influence on the functioning of our pension system today. In all he did, he served with diligence and distinction. All of us miss him sorely." Kofi Annan.

At the end of the ceremony audience members were invited to contribute comments about Arthur. Jean-Michel Jakobowicz, from Geneva, was one of them. Echoing a recurrent theme, all statements and remarks confirmed that the event was indeed a celebration of the life and contributions of a towering former international civil servant with a lasting legacy.

(AFICS-NY-Bulletin-January 2007).

AN IRISH UN DAY REUNION

The Irish UN retiree community reunion of 24 October 2006 became a very classy affair with even some guests arriving by helicopter. The venue was "Castle Falcon", the seat of the family of AAFI-AFICS member John Maloney, whose four sons, Barry, Michael, Alan and Shane, have turned the old castle into a luxury hotel. The castle/hotel is located on one hundred acres of picturesque woodland with the river Moy, one of the finest salmon/trout fisheries in Ireland, meandering through the estate. This is where Tiger Woods comes to catch salmon when he visits the Emerald Isle.

Over 60 guests attended the function, including many from the second generation of former UN peacekeepers, who renewed childhood acquaintances with friends they had not met since they attended the same schools on various UN missions many moons ago. Mostly Irish of course, but there were also guests from abroad, from Denmark, the Netherlands, Finland, Austria and Italy. Jim Cleary, in his welcoming address, congratulated the new UN Secretary-General and wished him all the best in his future endeavors. There was a mulled wine reception, a musical entry into the dining hall thanks to two Irish army pipers, a sumptuous meal washed down with liberal servings of wine. And afterwards a band played for dancing till late in the night.

(Ed Fennelly-AFICS-NY-Bulletin-January-2007).



NEWS FROM THE ORGANIZATIONS

UNITED NATIONS

Appointments

Mr. B. Lynn Pascoe, currently the U.S. Ambassador to Indonesia has been appointed Under-Secretary-General for Political Affairs. **Ambassador Shu Zukang**, China's Permanent Representative to the UN Office at Geneva, is appointed Under-Secretary-General for Economic and Social Affairs. **Muhammed Shaaban** of Egypt, currently National Coordinator for Reform Initiatives in the Middle East, was named Under-Secretary-General for General Assembly and Conference Management. Former UN Under-Secretary-General for Humanitarian Affairs, **Jan Egeland**, has been appointed Special Advisor to the Secretary-General on matters relating to Prevention and Resolution of Conflict (WFUNA Newsletters).

Kiyo Akasaka of Japan was named Under-Secretary-General for Communications and Public Information. As the new Head of the Department of Public Information he addressed the UN Committee on Information on 30 April 2007. He told delegates that, in his diplomatic career of the past 20 years, he had admired the dedicated unsung heroes, who stood guard between enemy combatants, built tents for refugees, vaccinated

children against disease and brought food and water to the needy. Now, he had been given the chance to tell that story, and it was “an amazing opportunity and a remarkable challenge.” Mr. Akasaka replaced **Shashi Tharoor**, a former UN and UNHCR career official, who had been appointed Head of the Department of Public Information during **Kofi Annan's** tenure as Secretary-General. Tharoor was India's official candidate to succeed Annan as Secretary-General. He came a close second in the Security Council's informal straw polls among the seven contenders in the race. (UN General Assembly Press Release PI/1769 & AAFI Editors)

SPECIAL COURT FOR SIERRA LEONE

Appointment of an Acting Registrar

The UN-backed Special Court for Sierra Leone (SCSL), set up to bring to justice those responsible for the worst crimes during the country's brutal civil war, has announced the appointment of an experienced practitioner of international law as its Acting Registrar, in the person of **Herman von Hebel**, a Dutch national who was serving as Deputy Registrar with the same court.

An independent tribunal created jointly by the UN and Sierra Leone, the Special Court is tasked with bringing to justice those bearing the greatest responsibility for atrocities committed during the West African nation's civil war. So far 11 people have been indicted on various charges of war crimes, crimes against humanity and other serious violations of humanitarian law. The Court has jurisdiction over the case against the notorious former **Liberian president Charles Taylor**, whose trial will be held separately in the Netherlands (UN News Centre, 26 March 2007).

UNHCR

The UN refugee agency will re-establish international presence in Baghdad

To better serve the urgent needs of the 2 million Iraqis who have fled their home regions to other areas of the violence-torn country, the UNHCR has decided to again station international officials in Baghdad, High Commissioner António Guterres announced on 1 May 2007. “All of the international staff is now concentrated in Amman, Jordan and this is not the best possible way to do it, Mr. Guterres told reporters at a press conference at UN Headquarters in New York.

Most international UN staff was withdrawn from the strife-torn country after the 2003 bombing of the Organization's Baghdad headquarters, which killed 22 people, including the UN's Special Representative Sergio Vieira de Mello. Currently only Iraqi nationals staff the UNHCR office in Baghdad, curtailing operations, according to the High Commissioner. “It is especially important to establish an international presence in Baghdad for negotiations with the Government,” he said. International staff in the city will at first be limited to one person, but will increase as security conditions and other considerations allow, he said. (UN News Centre, 2 May 2007)

UNCTAD

The UN Conference on Trade and Development (UNCTAD) has announced that its **Deputy Secretary-General, Dirk Jan Bruinsma**, passed away on 29 April 2007, following a brief illness. He was 56 years old. He had served as Deputy Secretary-General of UNCTAD since January 2006, after a long and distinguished career working for the Dutch Government. (UNOG Intranet I-see, 1 May 2007)

ILO

World Day for Safety and Health at Work 2007; Amid worldwide events, ILO says most accidents at work could be prevented if standards are respected

Countries around the world marked the World Day for Safety and Health at Work this year, amid a new call by the ILO for applying internationally-agreed labour standards as a primary tool for reducing work-related accidents and illnesses that take some 2.2 million lives each year.

In a new report published on the occasion of World Day, 28 April 2007, the ILO has renewed its call for good workplace safety and health practices, including reporting, inspection and standards, as a means of reducing the number of accidents, injuries and illnesses on the job as well as improving security (ILO Press Release 27 April 2007).

WHO

The WHO launches “Nine patient safety solutions”

WHO launched on 2 May 2007 “Nine patient safety solutions” to reduce the toll of health care-related harm affecting millions of patients worldwide.

Recognizing that health care errors affect one in every 10 patients round the world, the WHO's World Alliance for Patient Safety and the Collaborating Centre have packaged nine effective solutions to reduce such errors,” said WHO Director-General **Dr Margaret Chan**. “Implementing these solutions is a way to improve patient safety .

The nine solutions are now being made available in an accessible form for use and adaptation by WHO Member States to re-design patient care processes and make them safer. They come under the headings of:

- Look-alike, sound-alike medication names;
- patient identification;
- communication during patient hand-overs;
- performance of correct procedure at correct body site;
- control of concentrated electrolyte solutions;
- assuring medication accuracy at transitions in care;
- avoiding catheter and tubing misconnections;
- single use of injection devices; and
- improved hand hygiene to prevent health care-associated infection

“These solutions offer to WHO Member States a major new resource to assist their hospitals in avoiding preventable deaths and injuries,” says Dr Dennis S. O’Leary, president of a WHO Joint Commission on this project. “Countries around the world now face both the opportunity and the challenge to translate these solutions into actions that can actually save lives.” (WHO Media Centre, 2 May 2007).



PENSIONS

DUAL TRACK AND THE PENSION OF THE SURVIVING SPOUSE

The pension of an international civil servant is, when awarded, statutorily established in dollars. The retiree is however allowed to have his or her pension established in local currency, the dollar pension being converted on the basis of the average of the monthly rates of exchange of the last three years of service and, if the cost-of-living is measurably higher in the elected country of residence than in the United States, with the appropriate upward adjustment. The choice of the local track may be made at any time, but it is irrevocable. The retiree has merely to express his or her preference by filling in the official form (E/10) and submitting a suitable proof of residence.

The pension of the surviving spouse is governed by the same rules. **For the Pension Fund it is in effect a new pension:** as such, it is established in dollars and, at any time, the beneficiary may opt for the local currency pension, which will be calculated on the basis of the same criteria applied to the pension of a retiree and will require the same formalities (official form and proof of residence).

So, in principle, on the death of the retiree, when the surviving spouse benefit is awarded, the beneficiary may, without taking any other steps, stick to the dollar pension.

However, for the new beneficiary, the problem is far from being simple. For the retiree, in principle more aware of the intricacies of our pension system, it is already difficult to make a choice corresponding to his or her best interests. The surviving spouse is often faced with a dilemma. Consequently, the Fund has informed us that, as a rule, after having carefully examined the particulars of the retiree concerned, **it provisionally maintains the surviving spouse benefit on the local track** if this had been the choice of the retiree.

The surviving spouse is informed of this by letter from the Fund but is, however, invited to provide the corresponding proof of residence and the official form (E/10) to confirm the wish to remain on the local track. If these documents are not submitted within some time, another letter is sent to the beneficiary. This flexible approach is particularly warranted when the residence and postal address of the surviving spouse are in the country of the local track and if his or her nationality is not such as to indicate that he or she might take up residence in another country where the local track would not be justified.

When the surviving spouse is very old or in bad health, or if other details indicate that he or she might have difficulties in making the right choice, the Fund shows understanding and maintains the local track even if the necessary documents are not submitted, on condition that the postal address and the bank data remain in the same country to which the local track was previously related.

It is possible that the surviving spouse, as he or she is entitled to do, might choose the dollar track without leaving the same country, thus putting an end to such provisional arrangements. If the value of the local track were higher than the dollar pension, the surviving spouse would of course be invited to reimburse the difference.

For the sake of completeness, reference should be made to the case of the surviving spouse who, after having maintained residence in the same country, decides to move to another country where a return to the dollar track would be both justified and possible, as provided in paragraph 31 of Annex III of the Fund's Statutes. If proof of residence has been duly provided, there would be no difficulty. Otherwise, depending on the circumstances, the Fund might also claim the reimbursement of any excess payment.

The Fund should of course be congratulated for the flexibility and understanding in its approach to these situations.

Jean Hanus

THE GENEVA OFFICE OF THE UNITED NATIONS JOINT STAFF PENSION FUND IS MOVING

For many months, the UNJSPF has been concerned about its office space in the Palais des Nations. Despite several successive moves, the present space is no longer sufficient for the rapidly growing needs of the Office, consequent to the large increase in the number of participants and retirees/beneficiaries and also the undertaking to provide quality service.

In view of this, the Fund requested UNOG Administration to allocate more office space, taking account of the specific needs of this service. At the same time, it started looking outside the Palais des Nations for offices that would offer a comparable economic alternative in harmony with the task to be achieved. Several member organizations assisted in the search. AAFI-AFICS had also for some time been stressing the fact that many retirees – who form a large part of the visitors to the Fund – were having difficulties of access to the Palais.

The Geneva Office is the “box office” of the Fund for 3'920 UNOG participants and 24'062 from other Organizations based in Geneva (HCR: 6'924, WHO: 9'932; ILO: 3'330, IOM: 1'500, WIPO: 1'166, ITU: 871, WMO: 302, IPU: 37) as well as the retirees living in the Geneva region or nearby France. The statistics that have been kept since October 2006 show that there are on average 236 visitors each month, 76% are retirees or beneficiaries and 24% are participants. To this must be added private appointments with staff of the Client Service that was inaugurated in mid-January 2007 and is already much in demand.

The creation of the Client Service and the repeated complaints from visitors about access to the Fund at the Palais des Nations finally set in motion an active search for offices adapted to the needs of the Pension Fund.

The main criteria were: easy access for all visitors (valid and handicapped), good communication by road and public transport, free parking reserved for both visitors and staff, a place set apart solely for the Fund to

which only visitors and staff have admission, a friendly reception area and waiting room, a separate sector for the Client Service to guarantee the personal and confidential nature of private appointments with the staff of this Service.

Suitable accommodation has finally been found in Grand-Saconnex, in the Du Pont de Nermours International building, 2 chemin du Pavillon, to the left of the road that goes from the Grand-Saconnex to Ferney-Voltaire.

The move of the Pension Fund Offices is, in principle, scheduled for 1 July 2007, but is still subject to the final agreement of the competent authorities at Headquarters in New York. On condition of obtaining this last green light, the Fund will soon be welcoming retirees and beneficiaries at this new address but visitors may wish to phone first to check. There will be no change in the telephone numbers and postal address.

(source: UNJSPF, Geneva)



INTERNATIONAL WOMEN'S DAY

Machos of the World unite ! ...and fasten your seat belts !

Since the beginning of time, women have been viewed in a variety of ways, not always the pleasantest. But that's finished ! Women are taking power, complete power. It's the culmination of the campaign that they launched in 1919 at the International Conference of Socialist Women. I always told you to beware of these people of the left !

Woman, it is you who hold the salvation of the world in your hands. (Leo Tolstoy)

The initiative for establishing an International Women's Day and putting *machos* in danger was begun in 1911 by women's demonstrations in Europe and the United States. The avowed motive was to obtain better conditions of work and the right to vote. Similar movements took place in Austro-Hungary, Denmark, Germany and Switzerland and later in France, the Netherlands, Russia and Sweden. Faced with such insistent demands, the United Nations decided in 1977, after a brief period of reflection of 66 years, to designate 8 March as International Women's Day. But let's begin at the beginning and rapidly survey the condition of women through the course of history.

In the early years of *homo sapiens*, one imagines that equality between men and women went without saying; the work was divided by common sense, the man went uphill and down dale looking for nourishment for his family, the woman remained in the cave, grotto or whatever shelter they had to protect the children. But as is well known, *homo sapiens* loves to philosophize and to question the mysterious phenomena of nature: life, death and the problems of daily life. And it was thus, I imagine, that religion made its appearance.

Wine is strong, the King is powerful, women are stronger still. (Martin Luther)

Women in the Holy Books.

In principle of course, these books should not be misogynist, but... In the first of the 76 books that constitute the Bible, equality is proclaimed: *So God created man in his own image, in the image of God created he him; male and female created he them. (Genesis 1: 27). And the Lord God caused a deep sleep to fall upon Adam, and he slept: and he took one of his ribs, and closed up the flesh instead thereof. And the rib, which the Lord God had taken from man, made he a woman, and brought her unto the man. (Genesis 2: 21-22).* You know what followed: the prohibition for man to eat of the tree of knowledge of good and of evil, the evil serpent which encouraged Eve to eat it nevertheless, Eve finally giving in and eating the forbidden fruit; giving it to the naïve Adam who dared not oppose his wife; their discovery of their nakedness and finally, their expulsion from Paradise. And then things began to go wrong with the Lord's injunction to Eve: *and thy desire shall be to thy husband, and he shall rule over thee. (Genesis 3:16)*

You only realize that a woman is like dynamite when you drop her. (Marcel Pagnol)

From personal experience, I suggest that you don't take the phrase *and he shall rule over thee* too literally. But...let's move on. It is nevertheless true that this phrase plus the natural tendency of holy priests, always male in all religions, led men to believe that they could rule over women. For example, Paul of Tarsus: *Women, be submissive to your husbands* or again *Let the women keep silent in our meetings*. Alas, this is pure rhetoric !

The Koran, the Sacred Book of the Muslims, says: *O mankind ! Be careful of your duty to your Lord Who created you from a single soul and from it created its mate and from them twain hath spread abroad a multitude of men and women* (Surah IV). But a bit further on, it encourages men to marry only two, three or four wives, and to use words that are honest, without omitting to specify that *men are superior to women* and that *virtuous women are obedient and submissive*. This must also be taken with a large dose of salt ! And then, through 175 prescriptions, it describes how one should conduct oneself in relation to women. The Koran says *Tell thy wives and thy daughters and the women of the believers to draw their cloaks close round them (when they go abroad)* (Surah 33-59), but it says nothing about the varieties of the hijab, shawl, chador and burqa invented by the imams, the ayatollahs and other Islamist experts.

The Vedas, the sacred books of Hinduism, (the most ancient Indian texts considered as Shruti or Revelations, inspired by the Gods), and the Upanishads, explanatory texts of the Vedas, do not say a word about the condition of women. But through the Mahabharata, one of the two great Indian epics, the other being the Ramayana, we know that in the beginning of Hindu society, women were not in any way subservient to men. In fact they occupied a position of superiority, perhaps indicating a matriarchal society. But the religious movements came along with the system of castes and above all, the powerful priestly caste: yet again! Women became totally dependent on men, to the extent of the barbarous Suttee, which obliged a widow to throw herself on the funeral pyre of her husband and be burnt alive. The situation has improved since then and Suttee is forbidden.

Il y a autant de lettres dans Femme que dans Amour !

In Mesopotamia, women were mere objects dependent on their owners : fathers or husbands. The laws and the Hammurabi Code made the woman a lesser being. But it should be noted that in mythology the preponderant place was always reserved for goddesses. So it is that the most ancient representations of the human that are known are of women. There is the Venus of Lespugue discovered in 1922 and dating from some 25,000 years ago. It is a Goddess Mother, a divinity of Phrygia in Asia Minor (in present day Turkey). There are other beauties such as the Venus of Willendorf and the Dame of Brassempouy both aged about 23,000 years !

In China, in the very old days, the woman's lot was not a very happy one either. She was totally subject to men and her marriage was decided by the parents of the future couple, because it was too important an act to be left to the caprices of passion. The family was ruled by the *jiazhang* (head of the family), that is the father, and then the eldest son when the father died, and then the husband. The couple did not even know each other before they were married. Moreover, the code of beauty decreed that the woman should have the tiniest of feet, as the feet were a most erotic part of the body. So their feet were tightly banded, a torture for women from their infancy, and a cause of permanent deformity. One of the good things done by Mao was the prohibition of the banding of women's feet. Among the higher classes, the chief wife held part of the authority of the man, including authority over the other wives and concubines, as also over the sons and daughters of secondary wives.

But there have been some remarkable women in China, for good or for ill as everywhere. Li Qingzhao (1084-1151) was a great poetess at the time of the invasion by the barbarous Jin. And Xiaoqin, who became the dowager Empress Ci Xi, was in control of the government and of the child emperors, including the last, Pu Yi. China has evolved a great deal, but the situation of women, particularly in rural areas, has not changed very much.

*She came, our Mother. She, the goddess Tlazolteotl.
(Aztec hymn, incantation imploring heavenly grace.)*

With the Aztecs, who also practiced polygamy, the first wife had priority over the others, and her children were the only ones who could inherit from the father. The man could repudiate his wife for sterility but the wife could also free herself if the man could not provide her needs or if he beat her physically. A divorced wife was free to marry a man of her choice, but a widow had to marry the brother of her husband or some other member of the clan. Women had clearly defined rights, but of course inferior to those of men. They

could hold possessions and have recourse to tribunals to seek justice. Naturally, they had the responsibility for bringing up their children.

Today Everything has Changed.

Submission, absolute dependence, obedience or *Suttee*: we don't even talk of such things any more. The code of behaviour, the society, the biblical authority of men, all, all turned upside down. Better still, there are many strong and competent women in power. Ruling sovereigns, first of all : Elizabeth II, Queen of Great Britain since 1953 and also Head of the Commonwealth and Defender of the Faith; Beatrice Wilhelmina, Queen of the Netherlands since 1952; Margrethe II Queen of Denmark since 1972.

*When women become as wise as men
– that is, the intellectually wise among men –
O my beloved, you will no longer be the salt of the earth.
You will be simply sodium chloride.
(Paul-Jean Toulet)*

Women who are Heads of Government – well, we don't count them any more. Here's the situation as it is in the Year of Grace 2007. Gloria Arroyo, President of the Philippines, who faced up brilliantly to the *machos* who wanted her government to fall at whatever cost. Ellen Johnson Sirleaf, President of Liberia, is fighting to bring some order to her country, ethnically terribly divided. Portia Simpson Miller, Prime Minister of Jamaica and the first woman premier in a country with a very, very *macho* culture. Michelle Bachelet, President of Chile after the horrible episode of Pinochet. Tarja Halonen, President of Finland with a second mandate. Khaaleda Zia, Prime Minister of Bangladesh for the second time, the first was 1991-1996, and then again since 2001. Haan Myung Sook, President of South Korea. And in Switzerland, Micheline Calmy-Rey, President of the Confederation for a year, the period fixed by the constitution.

But wait, that's not all ! Vaira Vike-Freiberga, President of Lithuania since 1991. Mary McAleese, President of Ireland since 1997. Luisa Diago, Prime Minister of Mozambique since 2004. Helen Clark, Prime Minister of New Zealand. Chandrika Kumaratunga, President of Sri Lanka. Dalia Itzik, President of Israel *ad interim*. Michelle Jean, Governor-General of Canada.

Women have been elected to preside over or to direct international organizations of the UN system. Sheikha Haya Rashed Al-Khalifa, of the Kingdom of Bahrain, presides *con brio* over the current General Assembly of the UN. Vijay Lakshmi Pandit, of India, presided in 1954; and Angie E. Brooks, of Liberia did the same in 1969. Margaret Chan, of China, was elected in 2006 as Director-General of the WHO, a post which another woman, Mrs Gro Brundlandt former Prime Minister of Norway had held. At the International Labour Organization, Aida Gonzalez Martinez, Ambassador of Mexico, was Chairman in 1982 of the Governing Body, an organ consisting not only of representatives of Governments but also of employers and workers.

The changes that have taken place were greatly encouraged by the decision of the General Assembly of the United Nations to declare the period 1975-1985 as the International Decade of Women. The world was urged to transform its attitudes towards women. In the framework of the Decade, four International Conferences on Women were held: Mexico 1975; Copenhagen 1980; Nairobi 1985, and finally Beijing in 1995. The many speeches and resolutions at these conferences led to some progress, even if today the wages of women are still generally 20 per cent lower than those for men !

*Women will be the equal of men
when they accept baldness...and find it distinguished ! (Coluche)*

The list of women equal or even superior to men in all sorts fields such as artistic, economic and scientific, would be too long for this little article, so I'll stop here. But without wishing to frighten the *machos* everywhere, I should warn you that it seems very likely that several formidable women will become Heads of State or of Government in the near future. Women of strong character, known in Mexico as a *mujer de pelo en pecho*.

Manuel Carrillo

(NB The English quotations from the Bible are from the Authorised Version ; the English quotations from the Koran are from the translation by Marmaduke Pickthall, 1930.)



HEALTH

HEATWAVE = DANGER

As people get older they feel thirst less, drink less and the body does not retain water so easily. These are the reasons that older people are often victims of very hot weather. Beware of dehydration!

Prevention of dehydration: precautions to take as soon as the weather starts to get warm:

- Let the air circulate
- Do not stay in the sun
- Dress lightly
- Wear loose-fitting clothes
- Drink at least ten glasses of water or non-alcoholic beverages per day (don't forget to get someone to open tight caps)
- Drink broth, soup or vegetable juice
- Avoid salt-free diets
- Talk to your doctor about the medicines you take

Dehydration: heed the alarm signals

- Lack of appetite
- Dry mouth
- Little or no need to urinate
- Feeling tired, ill at ease
- Unusual behaviour
- Transitory mental confusion
- Giddiness
- Falls

Suggestions for drinks:

Cold teas; fruit-juice cocktails; diluted fruit juice; seasoned tomato juice; water with syrup; broths; water with lemon juice; grenadine and milk ...

(Advice of the Community Medicine Department of the University Hospital of Geneva – HUG)



WOMEN GROW OLD ALONE, MEN WITH PARTNERS : A EUROPEAN OVERVIEW

In Europe, the life style of people aged over 75 has been evolving for several decades. They tend increasingly to live in their own homes, in couples or alone, rather than with members of their families. But marked differences remain between northern and southern Europe and according to whether one is a man or a woman, as evidenced in an unpublished study conducted by the National Institute of Population Studies in Paris, which compares the situations in nine countries of the European Union.

Examination of the life styles of men and women aged 75 or over in nine European countries shows that in Europe, in the year 2000, growing old with a partner is much commoner among men (two out of three) than among women (one out of five) in all nine countries. Conversely, women live alone or with family members or relatives twice as often as men. They are also twice as likely to live in institutions. The life styles of elderly people vary, too, according to country of residence. Thus, 59% of German women and 56% of Finnish women in the age group concerned live alone, compared with only 30% of Portuguese women. Living alone is in fact hardly more usual for a Portuguese woman than for a Finnish or British man (26% and 28% respectively). Contrasts are even more marked for persons living with relatives: 4% of Dutch men and 7% of Dutch women cohabit with members of their families or relations other than their spouses, compared with 20% of Portuguese men and 37% of Portuguese women respectively. Lastly, the percentage of persons living in institutions ranges from 2% of men and 4% of women (in Italy) to 7% and 15% (in the Netherlands).

These national specificities mainly reflect the differences in behaviour of single, widowed or divorced persons. Everywhere in Europe marriage was the norm in the generations concerned and people who are still married nearly all live with their spouses.

On the other hand, the divergences between the sexes are essentially due to the greater frequency of widowhood among women, since they are less prone to die than men at the same age. In addition, they are often younger than their husbands.

Growing old with a partner: A largely male prerogative

Between the ages of 75 and 79, some three men out of four live with partners, as against only one woman out of three (35%), whatever the country. The percentage of men falls to that level only at between 90 and 94 years of age, whereas practically no women in that age bracket are still living with partners.

As well as being more often widowed. Women are also penalized by the greater difficulty they encounter in finding a new match when widowed or divorced. In the age group concerned, the preponderance of women in the population and the tendency of men to form new partnerships with women younger than themselves is to women's disadvantage.

In most of the countries, some 20% of men and 10% of women live with partners to whom they are not married.¹ The percentages then steadily dwindle with age and fall virtually to zero by the age of 80. The probability of finding a new partner diminishes with age and the risk of any new partner's dying increases. Another factor is the lesser propensity of older compared with younger generations to enter into informal unions. The case of Portugal is extreme: that kind of union is rare even among young retirees and practically everybody living with a partner is married.

For those without or no longer with partners – as are one or more men out of three and four women out of five aged 75 or over – living alone at home remains the most usual. But for such partner less people advancing age means increasing difficulty in doing without help. This may then involve going into an institution or moving in with members of the family; an option sometimes long since decided on, notably in the case of single people.

¹ In all the countries and for both sexes divorcees more often live with partners than do widowed or unmarried people: among men aged 75 or more this is so for 20% of Dutch or French divorcees compared with only 7% of single men and 5% of widowers. Whatever their age when their marriage broke up, divorcees have a greater probability of finding another partner, particularly as in many cases the divorce follows upon meeting somebody new.

With advancing age, solitary living becomes rarer...

The percentage of single, widowed or divorced people living alone shows similar age trends in the various countries. It reaches a peak everywhere at about 75-79 years of age with 70 to 75% living alone. Then, when the onset of the first handicaps makes living alone more difficult, the percentages steadily diminish, a little faster for women than for men. None the less, living alone remains at all ages by far the most frequent life style for people without spouses. Women over 95 represent the sole exception.

Portugal is a special case: at all ages and for both sexes people living alone are a minority. In Germany and the Netherlands, which constitute the other extreme, they are on the contrary very numerous (the percentage of over-85-year-olds living alone is twice that in Portugal). These contrasts are partly explained by differences between southern and northern Europe in policies for provision of support to persons no longer able to fend for themselves: in the Netherlands, for example, services enabling old people to remain in their own homes are relatively developed, which is not the case in Portugal

...and gives place to institutionalisation

Living in an institution is rare before the age of 75 but thereafter becomes increasingly usual. The deteriorating health that comes with age is not the only reason for this. The oldest live more often in retirement homes and less often alone than the youngest, even when they claim to be equally healthy. But is it meaningful to compare states of health? When we ask people about their health, they make implicit reference to persons of their own age. The older ones declaring themselves in poor health are in reality probably in worse condition than the younger ones making the same claim. What is more, they are more likely to suffer, and to have been suffering longer, from multiple ailments. Further, the greater the age, the more the social circle of an elderly person – in good health or otherwise – contracts or consists of people of the same age able to provide day-to-day help.

The percentage of persons living in institutions rises with age at a rate that varies according to the country. While everywhere less than 5% of women without partners are institutionalized before the age of 75, at 95 years or more it is the case with 57% of Dutch women as against only 20% of Czech or Portuguese¹. Except in those last two countries, living in a retirement home is becoming the commonest life style among women

¹ No data are available for Italy but the figure is certainly still lower.

in that age group without partners. And everywhere², after the age of 85, they live in institutions more often than men: between 1.2 times as often (in France and the Netherlands) and 1.4 times (in Belgium and Germany).

In France, this is due to their having severer disabilities. For a given degree of health impairment men are more prone than women to go into institutions. The traditional distribution of tasks makes them less able to cope with day-to-day domestic needs when they become widowers. But the opposite has been found in Belgium, Germany and the United Kingdom: for the same degree of health impairment it is women who more often go into institutions. This is perhaps due to the greater domestic independence of men in those countries or, on the other side, to the women's being less dependent economically. It may also be that an independent life style is less well accepted by society and their entourage where older women are concerned.

Lastly, in all the countries single people are more often institutionalized than widowed or divorced people and less often live alone. Admittedly single people are in less good health than people who have got married, at whatever age. But they also have greater difficulty in coping with day-to-day needs if they become dependent, because they generally have no children to count on for help. Another factor, e.g. in France, is their more insecure economic situation, which makes it more difficult for them to resort to professional help and so be able to stay at home.

Institutionalization of married elderly people

While in all 9 countries the great majority of married people aged 75 or more live at home with their spouses (for those aged 85 or over, nearly 90% of the men and some 80% of the women), at very advanced ages a sizeable fraction of them are institutionalized. The percentages are nevertheless lower than those observed among single, widowed or divorced people, the spouse performing a major role in case of dependence. It is only when their partners' dependence becomes very severe and they can no longer cope that some spouses resign themselves to placement in an institution. When, on the other hand, a person lives alone, staying at home may prove difficult even with relatively minor limitations to independence, especially if they are of a psychic nature*. Further, for an equal state of health, very aged married women are more often placed in institutions than men, the latter having more difficulty in coping with their spouses' dependence than the converse.

² Except in Portugal, where men and women are institutionalized in the same proportion.

Finally, for married men or married women alike, institutionalization is more widespread in northern than in southern Europe (40% of Dutch women aged 95 or over compared with 12% of Portuguese). The rate of institutionalization according to degree of dependence varies less among married than unmarried people, whatever the country.

Cohabiting with other people: a specificity of the southern countries

In most of the countries and at all ages, people living with other members of their families constitute a minority, with little difference between men and women in that regard. But the contrasts between countries are considerable: such a life style is rare in the Netherlands, where only 8% of widowed, single or divorced people aged 75 or more are in that category. On the other hand it is favoured in Portugal, where it concerns nearly 45% of that population group (it is also quite widespread in the Czech Republic and Italy, though to a lesser degree). In Portugal this form of cohabitation is more frequent than living alone at all ages for women and from 85 years of age for men. Cultural norms (children's obligations to their parents), economic reasons (level of pensions, housing conditions), political context (development of home help services, number of beds in retirement homes) all contribute to this effect.

The Czech Republic and Portugal are also noteworthy for a steep rise in this type of home-sharing with age. In fact, this tendency masks a generational effect. As home-sharing is more widespread among the older generations¹ than among the younger, the curve has an upward trend. In reality, however, if we follow up one specific generation this life style becomes rarer with increasing age. Thus, whereas 50% of unmarried Portuguese women born between 1916 and 1925 lived with relatives when they were 65-74 years old, only 44% are doing so ten years later. Admittedly, in the meantime some of them, no longer able to stay in their homes, have moved in with their children or other relatives, but on the other side cases where cohabitation has ceased owing to departure of the children, the death of the cohabiting person or removal to a retirement home are still more numerous.²

¹ Essentially for economic reasons, the level of pensions being extremely low.

² In the other countries too, within any specific generation, cases of cohabitation do not offset cases of cessation of cohabitation, and if the percentage of aged persons living with other people does not vary with age it is because this life style has declined there less over the generations.

The diversity of life styles of elderly people observed in Europe reflects the diversity of attitudes towards them within the population: when it becomes impossible for an aged relative to stay at home unassisted, cohabitation between several generations is advocated as the optimum solution in the southern countries, whereas the northern countries favour resorting to services enabling the person to continue living alone. The Dutch are the least averse to institutionalization. Everywhere in Europe, however, there is a strong consensus in favour of the idea that children must look after their parents. This solidarity, evident in the case of households where several generations live together, is also manifested in the concept of "intimacy at a distance". Thus it is in the north of Europe that the largest number of children say they are providing assistance. Families in the south are, however, by no means outdone: they intervene more on a day-to-day basis or in providing personal care than those in the north. These forms of solidarity may evolve with the factors underlying them (individual values, social norms, lack of alternative solutions, etc.). Will this eventually lead to Europe-wide convergence of the life styles of elderly people?

Christiane Delbès, Joëlle Gaymu, Sabine Springer

Population et Sociétés

National Institute of Population Studies, Paris

Translated by John Fraser



ASSISTANCE TO THE ELDERLY IN FRANCE

Do you know that in nearly every Department in France there exists a **CLIC** (Centre Local d'Information et de Coordination gérontologiques Gerontology Coordination and Information Centre) that provides free advice and guidance to everyone over the age of sixty and their families?

At the CLIC you will be

Welcomed and listened to

Informed and advised

and the activities of professionals and volunteers will be coordinated.

Answers will be provided for all sorts of questions, such as

- Your rights as an older person
 - Rights and procedures, juridical protection
- Health and preventive medicine
- Nutrition, prevention of accidents, falls
- Administrative procedures and available assistance
- Possibilities of financial aid, the Personal Autonomy Allocation (APA - Allocation personnalisées d'autonomie)
- Help in the home
 - Assistance in everyday life, nursing care, home improvements
 - Meals on wheels, telealarms
- Accommodation
- Establishments that welcome the elderly
- Leisure activities and accompaniment
 - Leisure and cultural activities
 - assistance to families, assistance to the sick
 - volunteer activities
- Assistance to professionals
- Coordination, training; attention

In the region of Gex

CLIC – route de Prost – “Les Terrasses de Chevry”, Bât. D – 01170 Chevry

Open every morning (09h00 to 12h30) from Monday to Friday, and on appointment in the afternoons (except Wednesday). By telephone: 04 50 410 404 in the morning at the times indicated above and in the afternoon from 15h00 to 17h00 (except on Wednesday afternoon). E-mail: clic@ccpg.fr. Internet : www.cc-pays-de-gex.fr/clic.

In Haute-Savoie

The CLIC is called **REGAR** (Réseau de Gérontologie Annemasse Regnier - Annemasse Regnier Gerontology Network)

An office is available on the first floor of the “Eau Vive” residence, 2 place du Jumelage, 74100 Annemasse

Telephone: 04 50 398 925. E-mail: regar@regar.info.

Permanences: Tuesday, 09h00 – 12h00, Wednesday, 14h30 – 16h30, Saturday, 09h00 – 12h00

Other Departments

To find the address of CLICs in other Departments of France, consult the website www.personnes-agées-gouv.fr, then select “*un nouvel outil d'information*” and click on CLIC.

Jacques Bacaly

Many thanks to Cécile Antoinet, secretary of the Gex Region CLIC, for providing this information



OF CABBAGES AND KINGS

What's Cooking?

From time to time, it falls to me to be the cook in our home. I hear tales of colleagues who don't know how to boil an egg or fry a hamburger, and I pity them. I am a modest man but I can't help feeling superior to them.

Of course, I have been much privileged. When I was young (ah, there we go again) I was a Wolf Cub à la Baden-Powell. We wore green caps with yellow stripes, on which we pinned stars as we advanced in merit and we were taught to cook. Perhaps the stars were a foretaste of what the Michelin Guide would award us one day. Our Wolf Cub mistress, Miss Smith (Yes, that **was** her real name and we loved her) took us into her kitchen and taught us how to make a cup of tea. You must make sure to pour hot water into the tea pot first, to warm it.

As we grew up, we put away such childish things, and became Boy Scouts and learnt how to make a stew¹. We lit our own fires against the wall dividing our wooden shack of a school from the enormous public school next door, where they wore uniforms.

So, whenever the time comes for me to take charge of the household kitchen, I am well prepared: Be Prepared was our motto and prepared I surely am ...

Being a modest man (have I already said that?) I realized that my efforts lacked variety. Scrambled eggs – they usually start as omelettes but get scrambled as we go along – and an apple for dessert, can become monotonous, even to the most stoic of eaters. It was time, I thought, to introduce some Epicureanism into my efforts and enlarge my repertoire.

What was my joy, then, to read about the *Epicurean Masters of the World*, a special meal prepared in Bangkok; it was for a select group of 40 people, including Fortune 500 Executives, a casino owner from Macao and a Taiwan hotel owner. Studying this, I thought, would help me to add some Epicurean spice to my culinary offerings.

Six 3-star Michelin chefs (had they been Wolf Cubs?) were flown in to prepare this meal. If 40 people needed 6 chefs with three stars each, then for the two of us, one chef should be enough, give or take a star or two. The meal consisted of ten courses; applying the same formula as before, the two of us would need but one.

That being settled, I turned my attention to the menu.

There was *Coquille Saint-Jacques aux truffes*. Antoine Westermann of Le Buerhiesel, a 3-star Restaurant of Strasbourg, said he had shaved 3 ½ ounces or about 100 grams of Périgord truffles, (worth about \$350) on to each plate.

Well, I know *Coquille Saint-Jacques* (scallops in non-gastronomic language) very well; we had a restaurant with fishing nets and a fishy décor next to our apartment in New York, and we patronized it regularly. You could have either the small Bay scallops or the large ordinary ones. If you were knowledgeable clients, you chose the Bay ones. So I went to Migros; finding no scallops, I had to settle for a packet of shrimps; it only cost Frs. 11.50 so I was certainly doing better than M. Westermann. *Go West, young man !*

There was another course *Crème brûlée au foie gras* offered by Alain Solivérès, the Chef of Taillevent in Paris. Diners drank such wines as a 1985 Romanée Conti, a 1959 Chateau Mouton Rothschild, a 1967 Chateau d'Yquem and a 1961 Chateau Palmer. The *foie gras* afore mentioned was accompanied by a 1990 Cristal Champagne that cost over \$500 a bottle (it was one of the cheapest wines on the menu).

¹ Any Anglophone will admit that if you want to read about cooking, you must read it in French. So I advise you to read the French translation of this article by our anonymous translator. He has added a footnote with his usual Gallic impudence. According to him, the French boy scouts cooked better than the Anglophones. Sure, and not only the scouts. This gave the English their secret weapon. When Henry V found himself grossly outnumbered before Azincourt, wondering how to inspire his troops, he told them *Men, if we win this battle we can capture the French cooks and have decent food instead of the stews of unknown ingredients we have every night. What about it ? - God for Harry, England, St. George and French food !* cried the stew-hardened troops and fought with such ferocity that the French had no chance. Future British Generals and Admirals followed this example.

I had no choice but to follow this example. The cheapest wine at the local Coop was Frs. 7.50 a bottle and was what Rumpole might have described as Petit Saconnex Plonk. I cheated a bit and daringly got a bottle for Frs. 9.50.

Then there was *Tartare of Kobe beef with Imperial Beluga caviar*. Beluga? Isn't that what James Bond always had? And now of course sturgeons are being wiped out of existence, our poor billionaire gastronomes must be suffering from the shortage. For the moment, however, they could continue with *Belon oysters and mousseline of pattes rouges of crayfish with a morel mushroom infusion*. Resisting all temptations to abandon my modesty, I limited myself to the infusion, and chose, with great care, a Camomille 2007.

I was all set now for my meal. Though based on the Bangkok menu which cost \$25,000 per head, my meal only cost Frs. 25.50. I still wondered about that *Crème brûlée au foie gras*; it seemed to mix up an entrée with a dessert. So I was hardly surprised to read just a few days later that the Taillevent had been deprived of a star, and after 34 years of 3-star glory, had come down to 2-star status with a bump. I am a tolerant fellow but I do have standards to maintain; I didn't see how I could any longer hitch my wagon to Taillevent's declining star.

However, my own lucky star continued to shine for just then I read the account of the 80th birthday feast for Paul Bocuse, Chef of Chefs, held in Monte Carlo. Here was my alternative to the Bangkok three star fiasco.

Eighty chefs from round the world (or Round the World with 80 chefs?) prepared meals over three days for 330 guests. That's about one chef per four clients so my ratio of one chef for two clients was generous. The chef of Tetsuya' Restaurant in Sydney prepared *Slow roasted rouget on buckwheat in vinaigrette*; Stiansen of the Statholdergaarten in Oslo, did a *Filet of reindeer marinated in pepper with mushroom and cauliflower cream*. From Ito-san of the Hiramatsu Restaurant in Paris, came a *Consommé de cèpes au foie gras*.

I seized on the fact that for brunch on Sunday, there were *scrambled eggs and sea urchin*. Well, I thought, urchins we have plenty around our area as we are located between a college and a primary school, but scrambled eggs – well Mr. Alain Ducasse, who was organizing this 3-day gastronomic circus, seemed to have stolen my recipe. All's fair in love and cooking: we chefs often borrow one another's recipes. So I made no fuss, just gave a wry, modest little smile and broke some eggs for my next omelette - or scrambled eggs, as the case might turn out to be.

1 April 2007

Aamir Ali



HUMOUR

Rowing Team Performance

A Japanese company (Toyota) and an American company (HP) decided to have a canoe race on the Missouri River. Both teams practiced long and hard to reach their peak performance before the race.

On the big day, the Japanese won by a mile. The Americans, very discouraged and depressed, decided to investigate the reason for the crushing defeat. A management team made up of senior management was formed to investigate and recommend appropriate action.

Their conclusion was the Japanese had 8 people rowing and 1 person steering, while the American team had 8 people steering and 1 person rowing. So American management hired a consulting company and paid them a large amount of money for a second opinion.

They advised that too many people were steering the boat, while not enough people were rowing.

To prevent another loss to the Japanese, the rowing team's management structure was totally reorganized to 4 steering supervisors, 3 area steering senior VP and 1 assistant superintendent steering manager. They also implemented a new performance system that would give the 1 person rowing the boat greater incentive to work harder.

It was called the "Rowing Team Quality E-Award Program", with meetings, dinners and free pens for the rower. There was discussion of getting new paddles, canoes and other equipment, extra vacation days for practices and bonuses.

The next year the Japanese won by two miles.

Humiliated, the American management laid off the rower for poor performance, halted development of a new canoe, sold the paddles and cancelled all capital investments for new equipment.

The money saved was distributed to the Senior Executives as bonuses and the next year's racing team was outsourced to India.



BOOK REVIEWS

Pictures at an Exhibition : An Introduction to Swiss History and Art

As the author - Wolf Scott, a long term member of the AAFI - says, he had been living in Switzerland for most of his life - working for the United Nations - but knew virtually nothing of Swiss history and little of its culture. He thought he wasn't the only one and that others might wish to acquire a little, carefully dosed, and amply illustrated, knowledge. It remained a pious thought because after normal retirement he continued working for another 18 years as a consultant, itself something of a record. The book finally got written at the age of 78.

But why history and art (or rather pictorial art) together? Again to quote the author, the story of art makes little sense unless something is said about the historical context, while in turn the images make history come to life. The wealth of illustrations and the interplay of history and art make for rewarding reading.



I wasn't aware, until I read the book, that Swiss history, including the history of art, was so turbulent, at least in its early years. The author takes us from the political and cultural chaos in the Dark Ages when only the Church produced anything resembling art; to the heroism of Wilhelm Tell and the turbulent wars of independence; through the Reformation when image breakers all but put an end to art; past the Escalade to an age of political enlightenment and Alpine romanticism; and on to the relative tranquility of the modern, democratic era.

The later history of Switzerland – from 1800 or so – is less exciting than that of the earlier period, a transition from the glorious battles of the Reisläufer - the Swiss mercenaries – to economic and political construction. The narration is redeemed, however, by a careful analysis of the societal basis of Swiss democracy. Also by the fact that when history in its more dramatic form, fizzled out, from the late 18th century onwards, pictorial art began to blossom. The

artists indeed fought their own battles. Marignano, lost in the field of battle, was said to have been won in Ferdinand Hodler's studio. How this came about - a story too long in the telling in the space available here - is narrated in Scott's book.

Pictures at an Exhibition is a bright, beautifully illustrated book, to be placed on coffee tables (do they still exist?), but fully recommended also for reading, bed-time or otherwise. It makes Switzerland come alive in unexpected ways.

SN

Illustration: Urs Graf, Camp follower and executed soldier, first half 16th c., Basel, Kunstmuseum, Kupferstichkabinett

Wolf Scott, Pictures at an Exhibition: An Introduction to Swiss History and Art, Geneva, 2007, with a preface by Ambassador Blaize Godet, Head of the Swiss Permanent Mission (169 + xiv pages, 182 illustrations and maps, 158 in colour, Price CHF 36.-)

Copies (not available in bookshops) from the Kiosque Culture of the Geneva Welcome Centre at Door 6 of the Palais des Nations, Office hours: Monday to Friday 9.15 to 17, non-stop, at the Reception of the Geneva Welcome Centre, Domaine de la Pastorale, Route de Ferney 106 (opposite the Hotel Intercontinental), Office hours: Monday to Thursday 10 to 14 and from 16 to 17.30, Friday 10 to 12.30 and at the Musée des Suisses dans le Monde, Domaine des Penthes, Chemin de l'Impératrice, Genève-Pregny. Or send an e-mail to wolf.scott@bluewin.ch

* * * * *

10 years of a UN monthly dairy by Jean-Michel Jakobowicz

United Nations Publications, Geneva, February 2007

On sale at the UNOG Bookshop, Building E, Palais des Nations, Geneva

Dedicated to Kofi Annan, former Secretary-General of the United Nations, this book tells the story of ten years at the UN as seen from the inside by the editor of the staff magazine (**UN Special**) for international civil servants in Geneva.

For the sixtieth anniversary of the UN, why not present the events that have marked the Organisation in the past decade as soon through the editorials of the magazine of the Geneva-based international civil servants, *UN Special*.

"Jean-Michel Jakobowicz, its Editor-in-Chief, casts a pertinent, sometimes subversive, eye at the Organization, its reforms, its tragedies, its hopes, its successes. Whatever the chosen subject, he skilfully uses derision, humour, attack, metaphor or association of ideas, to put across his point. Jean-Michel Jakobowicz likes not only to inform his readers but above all to provide a reaction. The style is often chosen deliberately to encourage the reader to think, to call into question" (*Foreword by members of the UN Special Editorial Board*).

These pages are an ode to the absurdity of the UN bureaucracy, which itself epitomizes all the bureaucracies of the world. Yet despite these criticisms, the author remains a staunch defender of the United Nations and its ideals.

Jean-Michel Jakobowicz will sign his book during the AAFI-AFICS summer lunch on Tuesday 19 June 2007 at the ILO Restaurant.



LETTERS TO THE EDITOR

Long term Care - Nursing at Home

Long term care - nursing at home has interested me since the death of my wife in 1997. We always intended to end our lives here in Andraitx (Balears, Spain) and our immediate family are resident nearby. A decision since confirmed fully as we never had a home apart from this anywhere except those associated with my International work in the field as I was never transferred to headquarters from the time of my first UN appointment (in UNRRA) in 1944. Since the year 2000, efforts have been made by the ILO-ITU, SHIF and sister UN agencies to solve all the problems, actuarial, medical, administrative, inter agency and inevitably, costs. With one obvious exception to reduce the effects of passage of time by freezing the payments to eligible retirees.

I decided to wait for a solution before applying for cover within the appropriate administrative rules. My condition, however, has worsened gradually until I am confined to a wheelchair for all except movement between bedroom, bathroom, kitchen and sitting room.

My purchasing and other outside activities are handled by my granddaughter, now in her University career, but still living at home with me. My daughter and son-in-law visit regularly and spend Saturday mornings here and Sundays, we usually go to a restaurant. Their house is approximately 5 miles away. Apart from that, I have the care services of, 5 mornings a week, a local girl, Gregoria, who has been known to us since shortly after we came to Mallorca and was employed by us since she left school. She has now reached middle age and is now married, has two parents alive in their seventies and two daughters one is in the final year of Batchillerato and the other is a year younger. All of them she has nursed through various illnesses. In addition to being employed by me 5 mornings a week the remainder of the time she is employed by friends of ours. For the last ten or so years I have paid her more than the normal rate in the area and all the time I have employed an additional person to wash clothes and do general cleaning. I had decided to continue as at present until the new administrative rules were adopted but my health condition has worsened gradually until at present I am confined to a wheel-chair for all indoor movement between bedroom, bathroom, sitting room and kitchen.

My family doctor left at short notice for a specialist assignment and I have been assigned to another public health doctor who turns out to be the same doctor as assigned to Gregoria. I have asked him to give me a certificate shortly. As my family doctor for the purposes of the fund SHIF, will be Barbara Reighte of ALL MEDICO.

David Luscombe

The original of this letter was sent by Mr Luscombe to the ILO Staff Health Insurance Fund (SHIF).

A Wild Dream ?

It has become commonplace to hear that the United Nations reform is imperative. The world is definitely distinct from what it was in 1945 when the UN received its substance and shape at the San Francisco Conference. And further change implying new perils and increased challenges is looming ahead: how to overcome the inevitable side-effects of globalization; to explore and use outer space rationally; to devise and apply sustainable environment policies; to make the rule of law supreme in international relations; to translate into facts – at long last! – the Jenksian ideal of the orderly government of mankind...

A tall order. The path ahead is strewn with danger and possible setbacks. As things go today, I feel tempted to think that we are inexorably falling into the same traps (men and apes are supposed to stumble on the same stone) and make the same blunders as in the Thirties ("a low, dishonest decade" according to Auden): that unfortunate Iraqi muddle; the recklessly aggressive, potentially explosive eccentricities of petty caudillos craving for the limelight; the threatening bravadoes of starving but intrinsically rich small states stubbornly striving to become atomic powers for no particularly peaceful purposes; global terrorism; the "clash of

civilizations” (Huntingdon dixit, and the Pope thought fit to follow suit: much before them Matthew Arnold visualized “ignorant armies” that would “clash by night”); and so on.

Will the UN continue to be by-passed, belittled and let down (I almost wrote “jilted”) in the same way as the old League of Nations, with the well known catastrophic results? Well known? What is known is the shortness of collective memory, let alone the memory of some political leaders who are supposed to guide our present and future steps.

Kofi Annan’s reform proposals undoubtedly go in the right direction so far, but obviously need to be expanded further, becoming more drastic for the medium and longer terms. This should include, *inter alia*, enlarging the powers of the Security Council more particularly by abolishing the permanency and vetoing faculty of the Big Five, those World War II relics; making arbitration compulsory for the solution of all international disputes; subjecting devastated or conflictive countries or areas (Jerusalem?) to direct UN administration; reviving, updating and potentiating the Military Staff Committee (directly responsible to the Security Council) with a view to improving peace-keeping and peace-enforcing operations, and to this end, considering seriously the creation of a standing, genuinely UN armed force; exhaustively overhauling the international civil service considered as a full-fledged profession, emphasizing ability, merit, loyalty and ethics; granting the Secretary-General more independence and freedom of action so as to allow him/her to do his/her job properly without undue interference.

All this may sound like an unrealistic dream: there is no harm in dreaming, anyway, and dreams sometimes are the harbingers of reality.

François Agostini

Supporting the Nonviolent Peaceforce : interested ?

A large-scale unarmed civilian peace force: a new instrument for peacekeeping and human security in areas of violent conflict.

This timely idea was launched at the 1999 Hague Appeal for Peace. A feasibility study in 2001 confirmed the existence of an important niche for this type of human protection. Soon thereafter, in 2002, the Nonviolent Peaceforce (NP), an INGO with headquarters in Brussels, opened for business as a global civil society initiative to give practical expression to the emerging ‘**responsibility to protect**’ world norm.

NP is a global federation of almost 100 Member Organizations. These members elect NP’s 17-member International Governance Council. Some 50 professional staff in a dozen offices worldwide support the field work—many are volunteers. Eight Nobel Peace laureates have endorsed NP. More information can be obtained at www.nonviolentpeaceforce.org.

Since its inception, NP has created significant assets, including an operational capacity to go to scale, a ready access to a global pool of highly motivated and qualified candidates, an effective training methodology, a broad base of individual, organizational and governmental donors, a network of global influencers for activation in times of crisis, and a track record of field performance in Sri Lanka.

For the past three years, 51 unarmed peacekeepers (26 from around the world, the others from the country) have been deployed in the zones of armed conflict in Sri Lanka, in part with funding from UNICEF and UNHCR. Another 5 peacekeepers are being deployed in Northern Mindanao, the Philippines. Further deployments are foreseen in Northern Uganda, Colombia, Sierra Leone, Southern Lebanon and other areas, subject to availability of funds.

What do NP peacekeepers do? Our field teams serve to shield vulnerable individuals and groups, to witness human rights violations, and to create bridges within and among local communities in conflict areas. They use various techniques to reduce and prevent violence, each applied appropriately to particular circumstances. These include:

- Accompanying civil society activists, especially human rights defenders and peace workers.
- Providing proactive presence to vulnerable groups and communities.
- Monitoring ceasefire agreements, election campaigns, demonstrations and other volatile situations.
- Connecting remote communities to national and international resources.
- Linking local leaders, authorities, community-based organizations and individuals committed to peace.

- Introducing other civil society actors with needed expertise into the conflict areas.
- Consulting with local activists and communities about their needs in times of crisis as well as presenting them to international agencies and public.
- Providing safe spaces for representatives of communities in conflict to meet.

Apart from deploying peacekeepers, NP is now poised to:

- Increase the number of people trained to do this work for other organizations. This includes creating a registry and developing a rapid response capability.
- Inform decision-makers and the public-at-large about non-violent intervention so that it becomes a respected and useful instrument to prevent violence and increase human security.

NP's strategic plan calls for a force of 2000 peacekeepers by 2011. Clearly this quantum jump will require much professional support to facilitate organizational development and resource mobilization.

If you are interested in considering ways to participate in the work of NP, I would welcome your email at r_carriere@nonviolentpeaceforce.org or r_carriere@hotmail.com and/or your call at +33 450 413 170.

Rolf C. Carriere

Between 1971 and 2005, Rolf C. Carriere was a UN staff member with FAO, UNICEF and the World Bank and his work was focused on children's issues in Asia. In retirement, he now works on a pro bono basis as Senior Adviser to the Nonviolent Peaceforce. Rolf Carriere lives in Echenevex, Haute-Savoie. He is a member of AAFI-AFICS.

NOUVEAUX MEMBRES NEW MEMBERS

March – May 2007

BASSIOUNI David (UNICEF)	Chemin Colladon 26, CH-1209 Genève	0041 22 788 5560 Fax. 0041 22 788 5561
BEATTIE Rosemary (ILO)	8 Ravoire Nord FR-01280 Prévessin-Moëns	0033 450 401 434 rosemary.beattie@wanadoo.fr
BOUVIER Bernard (UNOG)	40 rue de la Source, FR-01170 Chevry	0033 450 410 191 bbouvier@gmail.com
BRADY Pauline M. (UNECE)	Chemin Colladon 16 CH-1209 Petit-Saconnex	0041 22 791 0316
BRUNI Alessio (UNOG)	Place des Florentins 1, CH-1204 Genève	0041 22 311 0739 alessio.bruni@bluewin.ch
CAUSANILLAS Anne-Marie (ILO)	Pasatge Camp Rabassa N° 20, Casa 17, ES-17130 L'Escala	0034 972 776 704 causanillas@wanadoo.fr
CHAUVIN Monique C. (ITU)	Route de Pregny 38 CH-1292 Chambésy	0041 22 758 2679
CUDDY John # (UNCTAD)	Parc du Château Banquet 10 CG-1202 Genève	0041 22 731 3121 jdcuddy@yahoo.com
DIDAOUI Mohammed (UNOG)	Chemin François-Lehmann 12 CH-1218 Le Grand Saconnex	0041 22 788 5611 mdidaoui@yahoo.com
DINDAL-MITZMACHER Nicole (UNOG)	Rue Chavrey 17, CH-1202 Genève	0041 22 734 1508 ndindal@gmail.com
DOYLE Sandra (WHO)	94 Vert Village, 322 rue de Bretigny FR-01210 Ornex	0033 450 406 361 sanddoyle@gmail.com
FAMELIADOU Katerina (ITU)	Eptanissou 5, GR-11257 Athènes	0030 210 823 7280 kfameliadou@ath.forthnet.gr
FERNANDO Bryce (UNOG)	Chemin du Jonc 20A CH-1218 Le Grand Saconnex	0041 22 788 3804
GUINEA José # (OCHA)	Chemin des Côtes 13 CH-1297 Founex	0041 22 776 1573 jose.guinea@bluewin.ch
HELKE Michael (WIPO)	Chemin des Crêts de Pregny 14B CH-1218 Le Grand Saconnex	0041 22 758 3335 michael.helke@alum.mit.edu
IZE-CHARRIN Maria Francesca (OHCHR)	Chemin des Massettes 24 CH-1218 Le Grand Saconnex	0041 22 798 2479 d.charrin@bluewin.ch
KASHAI Mekonnen # (UNCC)	Rue des Plantaporrêts 8 CH-1205 Genève	0041 22 329 4561
KIRK Stephen (WIPO)	4 rue Tronchin, CH-1202 Genève	0041 22 344 2901 skirk33@hotmail.fr
LAVIEK Jean-Pierre (ILO)	19 rue Babuty, FR-74100 Ambilly	0033 450 378 417 j.p.laviec@gmail.com
LEVINE-KURLAND Ethel (UNOG)	Rue du Pont-Neuf 8, CH-1227 Carouge	0041 22 321 9878 ethelkurland@gmail.com
LUU-MINH Annie (UNCTAD)	Rue Maurice-Braillard 38 CH-1202 Genève	0041 22 733 3644 Fax. 0041 22 733 9070
MALDONADO Maria Delia # (UNOG)	8 Borden Road US-Middleton, N.J. 07748	001 732 671 2636 maldonadomaria@yahoo.com
MARTIN Yves # (ITC)	Place du Midi 37, CH-1950 Sion	0041 27 321 1060
MESIAS Gerardo (ITU)	Diagonal 109 N°22-80, Apto. 403 Bogota, Colombie	00571 215 7512

MILLER Steven (ILO)	738 rue de Rogeland, Lot N°3 FR-01170 Gex	0033 450 412853
MONTANINI-JEZODIC Zofija (UNOG)	Chemin A. Pasteur 14, CH-1209 Genève	0041 22 733 3946
NAAL Nader (UNOG)	Les Champs Blancs 52 CH-1279 Chavannes-de-Bogis	0041 22 776 5989 naalnader@yahoo.fr
OUELLET Guy # (UNHCR)	Rue de Lausanne 123 CH-1202 Genève	0041 22 739 8464 Fax. 0041 22 739 7361 ggouellet@gmail.com
OUTREVILLE Jean-François (UNCTAD)	114 chemin Bangougny FR-01280 Prévessin-Moëns	0033 450 401 002 jf.outreville@laposte.net
PARATIAN Liseby (UNHCR)	244 rue de la Culaz FR-01210 Ornex	0033 450 429 496 lisebyparatian@hotmail.com
PELHAM KININIS Gillian (UNHCR)	Rue de la Gare 11 A CH-1110 Morges	0041 021 802 3361
PETSCHEN Fernando (UNOG)	Chemin de Sous-Bois 14 CH-1202 Genève	0041 22 734 8805
PICHOLLET Marina (UNCTAD)	Les Crêts de Ferney, 38 avenue de Vessy, FR-01210 Ferney-Voltaire	0033 450 401 557
PRESSOIR Eveline (UNICEF)	4 rue Désiré Léon FR-93140 Bondy	0033 631 430 636 epressoir@yahoo.fr
ROLLAND Michel (ITU)	5 Clos du Treveys , FR-01170 Segny	0033 450 209 940 letouib@orange.fr
SALA-NGARM Arun (UNHCR)	101/35 Chaeng Wattana 43, Pakkret Nanthaburi 11120, Thaïlande	+662 959 4950 Fax. +662 959 4952 surin2012@hotmail.com
SALLES Micheline (ITU)	28 Vert Village, FR-74380 Cranves- Sales	0033 450 393 880 mich.salle@wanadoo.fr
SIPP Michellou (UNOG)	Rue du Stade 46 FR-01710 Thoiry	0033 450 205869 dryade8@yahoo.fr
SMITH-DUPLAN Christine (UNOG)	Chemin des Picottes 8A CH-1217 MEYRIN	0041 22 782 1627
SPOOV Nicholas # (UNOG)	Chemin Moïse-Duboule 35 CH-1209 Genève	0041 22 798 9148 nspooov@vtxnet.ch
TASWELL Karen (ILO)	183 chemin des Pres Tiers, Vesenex FR-01220 Divonne-les-Bains	ktaswell@free.fr
TOPPING Thomas # (WHO)	40 chemin Henri IV FR-64530 Labatinala	0033 559 535 598 toppingt@gmail.com
VALENCIA-GUIDI Leda (UNOG)	Promenade des Champs Fréchets 20 CH-1217 Meyrin	0041 22 777 7627 lvitinia@gmail.com
WALPEN Laurent (ICTR)	Avenue de Gasparin 5 CH-1224 Chêne-Bougeries	0041 79 734 0171 walpen@swissinfo.org
WILLIAMS David J. # (UNOG)	Rue Cavour 7, CH-1203 Genève	0041 22 344 0821

CHANGEMENTS D'ADRESSE CHANGES OF ADDRESS

CIRON Jacques	8 Place du Marché FR-74200 Thonon-les-Bains	0033 450 703 746
CLEMENT Pierre P.M.	Novavita Résidence Montreux Rue du Quai 2B CH-1820 Montreux	
de LESTREEZ Jean-Hervé	L'Estrée, 30 chemin du Tilleul FR-74160 Présilly	0033 450 044361 j.h-de-lestreez@wanadoo.fr
DE MAEYER Elisabeth	Route de St-Cergue 9 CH-1295 Mies	
DI IORIO Mario	Piazza San Felice 1 IT-50125 Firenze FI	
GREEN Martine	La Frémaudière, 63 rue de Morienne FR-37230 Fondettes	
HEIDLER Jean	18 avenue de Vessy FR-01210 Ferney-Voltaire	0033 450 406 056
MAJERES Jean & Nicole		jnmajers@gmail.com
MOUSSALLI Barbara	Rue du Pont-Neuf 9 CH-1227 Carouge	
NORDSJO Claes		cnordsjo@home.se
NORTHCUT John		John.northcut@gmail.com
PACE John	60 chemin de la Ruelle FR-01220 Grilly	
PETERS Susan	La Printanière chemin des Près-es-Nez 5 CH-1237 Avully	susan_jpeters@yahoo.co.uk
RAVY BOULAS Myriam	Chemin des Verjus 98A CH-1212 Grand Lancy	
ROUSSEL Denis	Chemin du Bosson 7, Blecheins FR-74160 Archamps	
SAGIATI-BUTLER Jean	Route de Lausanne 130B CH-1197 Prangins	
VAN DER MOST John M.	7/1 A Neptune Street AU-Coogee N.S.W. 2034	
WOOD John	881 route de Dardagny FR-01630 Challex	0033 450 409 743 johnmartinwood@yahoo.com

ILS NOUS ONT QUITTÉS THEY HAVE PASSED AWAY

UNOG – ONU GENEVE

ALLARD Jules 25 02 2007
CRAIB Eileen Wilson 20 03 2007

UNCTAD – CNUCED

BELL Harry Haines 16 01 2007
BRUINSMA Dirk Jan 27 04 2007

UNHCR

CUENOD Jacques 17 03 2007

ILO – BIT

DITTERT Suzanne 27 03 2007
GARCIA Jane Eileen 21 04 2007
KARCHER Gérard 23 04 2007
NIHAN Anne-Lise 28 04 2007

WHO – OMS

SANSONNENS Marguerite 29 04 2007

WTO – OMC

WURTH Paul Fév. 2007

FAO

MAREALLE Chief Thomas L. 14 02 2007

UNIDO – ONUDI

TOGNINI BONELLI Leone unknown

LES COMPTES DE 2006

AAFI / AFICS BILAN AU 31 DECEMBRE 2006 (montants libellés en francs suisses)

ACTIF		PASSIF		
<u>Banque</u>			<u>Fonds de solidarité</u>	
Compte Francs suisses	898.60		Solde au 1.1.2006	30,910.24
Compte dollars \$360.59	440.17		Dons	232.15
		1,338.77		31,142.39
<u>En espèces</u>		141.05	<u>moins: paiements nets</u>	1,380.00
			Solde au 31.12.2006	29,762.39
<u>Compte de chèque postal</u>		613.03		
<u>Dépôt à la MEC</u>			<u>Réserve pour portion inutilisée des contributions des membres à vie</u>	
Francs suisses	239,852.90		Solde au 1.1.2006	366,444.35
US\$60,480.80 au prix d'achat	77,617.00		Reçu	28,628.80
		317,469.90		395,073.15
<i>Note: Au 31.12.06, l'équivalent en francs suisse de \$60,480.80 était de CHF73,829.--</i>			<u>moins: 1/25 transféré à Revenu</u>	30,674.00
				364,399.15
<u>Investissements au prix d'achat</u>		385,418.15	<u>Excédent</u>	
			Solde au 1.1.2006	311,422.59
<i>Note: La valeur actuelle au 31.12.06 était de CHF392,157.--(voir annexe 1)</i>			<u>plus: Excédent des Recettes sur les Dépenses</u>	2,301.82
<u>Taxes à recouvrer</u>		2,905.05	Solde au 31 décembre 2006	313,724.41
		707,885.95		707,885.95

AAFI / AFICS COMPTE DE RECETTES ET DE DEPENSES POUR L'EXERCICE TERMINE AU 31 DECEMBRE 2006 (montants libellés en francs suisses)

	RECETTES			DEPENSES	
	2005	2006		2005	2006
Contributions :			Télécommunications	4,473.85	686.20
Annuelle	7,879.85	6,164.35	Missions et déplacements	12,576.05	4,593.30
Transfert de la Réserve :			Frais de réceptions	3,605.15	3,853.90
1/25 des contributions à vie des membres de 1982 à 2006	30,313.00	30,674.00	Contribution à la FAAFI	4,583.05	5,250.65
Total partiel	38,192.85	36,838.35	Frais bancaires	1,074.85	764.40
Autres recettes :			Equipement de bureau	6,944.20	--
Contribution de l'OENU (frais de télécommunication)	3,428.00	3,564.60	Responsable des affaires sociales	28,500.00	30,000.00
Intérêts bruts	16,872.40	15,171.65	Autres dépenses sociales	2,469.35	1,126.60
Profit sur vente d'investissements	--	2,091.45	Fournitures de bureau	8,782.20	2,332.80
Total partiel	20,300.40	20,827.70	Bulletin	23.45	--
Total	58,493.25	57,666.05	Secrétariat (Indemnités déplacement)	1,300.00	1,300.00
Excédent des dépenses sur les recettes	18,088.90	--	Différences de change	--	39.58
			Honoraires (Taxation)	--	4,304.00
			Divers	2,250.00	1,112.80
			Total	76,582.15	55,364.23
			Excédent des recettes sur les dépenses	--	2,301.82
TOTAL	76,582.15	57,666.05	TOTAL	76,582.15	57,666.05

ACCOUNTS FOR 2006

AAFI / AFICS BALANCE SHEET AS AT 31 December 2006 (Expressed in Swiss Francs)

ASSETS		LIABILITIES		
<u>Bank</u>			<u>Solidarity Fund:</u>	
Swiss Franc Account	898.60		Balance at 1.1.2006	30,910.24
US\$ Account \$360.59	440.17	1,338.77	Donations	232.15
				31,142.39
<u>Cash</u>		141.05	<u>less:</u> Net payments	1,380.00
			Balance at 31.12.2006	
<u>Postal Account</u>		613.03		29,762.39
<u>Deposits with MEC</u>			<u>Reserve for unused portion of life members' contribution</u>	
Swiss Francs	239,852.90		Balance at 1.1.2006	366,444.35
US\$60,480.80 @ cost	77,617.00	317,469.90	Received	28,628.80
				395,073.15
<u>Note:</u> The Swiss Franc equivalent of \$60480.80 at 31.12.06 was CHF73,829			<u>less:</u> 1/25 transferred to income	30,674.00
			Balance at 31.12.2006	
				364,399.15
<u>Investments at cost</u>		385,418.15	<u>Surplus</u>	
<u>Note:</u> The market value at 31.12.06 was CHF392,157 (see annex 1)			Balance at 1.1.2006	311,422.59
			<u>plus:</u> Excess of income over expenditure	2,301.82
<u>Recoverable withholding tax</u>		2,905.05	Balance at 31.12.2006	
				313,724.41
TOTAL		707,885.95	TOTAL	707,885.95

AAFI / AFICS INCOME AND EXPENDITURE ACCOUNT FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2006 (Expressed in Swiss Francs)

	INCOME			EXPENDITURE	
	2005	2006		2005	2006
Contributions:			Telecommunications	4,473.85	686.20
Annual	7,879.85	6,164.35	Missions and Travel	12,576.05	4,593.30
Transfer from Reserve:			Hospitality	3,605.15	3,853.90
<u>1/25 of life Members' contributions</u>			Contribution to FAFICS	4,583.05	5,250.65
from 1982 to 2006	30,313.00	30,674.00	Bank charges	1,074.85	764.40
Sub Total	38,192.85	36,838.35	Office equipment	6,944.20	--
Other:			Social Welfare Officer	28,500.00	30,000.00
Grant from UNOG towards communications	3,428.00	3,564.60	Other Social Welfare Expenses	2,469.35	1,126.60
Gross interest	16,872.40	15,171.65	Office supplies	8,782.20	2,332.80
Profit on sale of investments	--	2,091.45	Bulletin	23.45	--
Sub Total	20,300.40	20,827.70	Secretariat (Transport allowances)	1,300.00	1,300.00
			Exchange difference	--	39.58
			Legal fees (Taxation)	--	4,304.00
			Miscellaneous	2,250.00	1,112.80
Total	58,493.25	57,666.05	Total	76,582.15	55,364.23
Excess of expenditure over income	18,088.90	--	Excess of income over expenditure	--	2,301.82
TOTAL	76,582.15	57,666.05	TOTAL	76,582.15	57,666.05

29 mars 2007: inauguration de la Place des Nations rénovée
29 March 2007: Inauguration of the renovated Place des Nations



M. Sergei Ordzhonikidze,
Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève
Director-General of the United Nations Office at Geneva



Mme Micheline Calmy-Rey,
Présidente de la Confédération suisse
President of the Swiss Confederation

